L'unité

N° 136 -4F L'hebdomadaire du Parti socialiste 13 au 19 Décembre 1974

AUTOMOBILE :

Un mariage de déraison

SPECIAL HAUTS-DE-SEINE

(PAGES 13 A 20)

Portugal : l'imagination au pouvoir



DRAGUIGNAN : L'ETAT-FLIC



RENFORCER LE P.S.

L'Assemblée nationale discutera la semaine prochaine de la motion de censure déposée en commun par les socialistes, les communistes et les radicaux de gauche. Il s'agit, on le sait, de la concrétisation d'une initiative prise le 23 novembre par le Comité directeur du P.s. et acceptée par les deux autres partis signataires du programme commun.

Initiative de portée limitée, certes, et qui ne prétend pas répondre à elle seule à l'ensemble des problèmes posés. Mais initiative utile puisqu'elle va d'une part obliger le gouvernement à s'expliquer sur l'ensemble de sa politique, ce qu'il voulait éviter de faire au cours de cette session, et d'autre part permettre à la gauche de rappeler qu'elle propose, face à la crise du capitalisme international qui touche aujourd'hui la France et d'abord les travailleurs et les catégories sociales les plus modestes, des solutions que le Pouvoir actuel est, par sa nature même, incapable de mettre en œuvre.

« Il est clair, dit la motion de censure, que seule l'application des mesures définies par le programme commun de gouvernement de la gauche permettrait de mener la lutte (contre le chômage et l'inflation) autrement qu'en paroles ». Ce rappel confirme que les trois partis du programme commun continuent à partager la même analyse. C'est ce que François Mitterrand avait de son côté souligné dimanche dernier devant la Convention nationale du P.s., en insistant une fois de plus sur le fait que les

(suite page 2)

Collection Jean-Jaurès

Sommaire

3 **AUTOMOBILE : UN MARIAGE DE DERAISON, PAR MICHELE BACKMANN.**
Les patrons dictent leur choix à l'Etat qui débourse sans rien exiger en contrepartie. Le tout dans le plus grand secret : c'est le dernier cri en matière de politique industrielle.

5 **NUCLEAIRE : POUR OU CONTRE ? PAR GUY PERRIMOND.**
Pour ou contre le nucléaire ? Le Pouvoir refuse que le débat s'engage dans ce pays. Le P.s. pour sa part, a décidé de le mener parmi ses militants.

7 **O.R.T.F. : SALUT L'ARTISTE, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.**
Le chômage, obsession des comédiens, sera encore aggravé par la disparition de l'O.r.t.f. ; les « saltimbanques » seront comme d'habitude les plus mal traités.

8 **DRAGUIGNAN : POURQUOI LE VAR RESISTE, PAR ALFRED MAX**
Conseiller général du Var, conseiller régional de Provence - Alpes - Côte d'Azur.

10 **CHANGER LA VIE POLITIQUE.**

11 **LA PETITE BOUFFE, PAR JOSETTE BARBIERI.**
Du poulet plutôt que du bifteck, des œufs de préférence au foie de veau, les ménagères françaises modifient le contenu de leur panier. La petite bouffe est à l'ordre du jour.

13 **L'UNITE DES HAUTS-DE-SEINE.**
- **Emploi : 627 000 travailleurs inquiets, par Christine Cottin.**
- **Urbanisme : Les tours du profit, par Jean-Loup Revérier.**
- **Le P.s. 92.**
- **Changer la vie dans les Hauts-de-Seine.**
- **Saint-Cloud : Scepticisme + empirisme = Fourcadisme, par Serge Richard.**
- **Animation culturelle : 36 000 fauteuils... 5 animateurs, par Jean-Paul Liégeois.**
- **Silence ! On ne tourne plus, par Josette Barbiéri.**

22 **DIPLOMATIE : BUSINESS SHOW, PAR CLAUDE FUZIER.**
La diplomatie giscardienne est celle des hommes d'affaires : ne pas confondre les grands sentiments et la défense des intérêts de la société libérale.

24 **PORTUGAL : L'IMAGINATION AU POUVOIR, PAR MAURICE FABIEN.**
A la veille du congrès du Parti socialiste portugais, notre envoyé spécial présente la première radiographie des forces de gauche au pouvoir depuis le 25 avril.

28 **LIVRES : LE KAISER DES GARES, PAR GEORGES FRAMERIES.**
Konsalik, le kaiser de la littérature de gare, donne à l'Allemagne prospère et grassouillette du chancelier Schmidt le doux et noble frisson du souvenir des mauvais jours.

29 **LES VINGT ANS DE GILLES MARTINET.**

31 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

32 **« PAS DE GAGES A DONNER », PAR FRANÇOIS MITTERRAND.**

PHOTOS ET DESSINS
Adja (page 24). A.f.p. (pages 3, 18, 24). Barrigue (pages 22, 31). Coureuil (pages 3, 7, 9, 13). Desmoulins (page 1). Fotolib (pages 1, 8, 9). Pascal Lebrun (pages 13, 14, 15). Solo (page 13). Viva (page 25).

socialistes n'entendent pas aller au pouvoir pour gérer la crise qui est d'abord celle du système capitaliste mondial, ni pour faire supporter des sacrifices aux travailleurs.

Cette similitude d'analyse sur ce point fondamental ne rend que plus vaines les accusations que le Parti communiste continue à lancer contre le Parti socialiste et que Georges Marchais vient de reprendre, sans originalité, dans sa série d'articles de « l'Humanité », d'où il ressort cependant plus clairement que la vraie crainte des communistes est de voir le Parti socialiste se renforcer. A eux de juger si en agissant comme ils le font ils ne nuisent pas seulement à l'union de la gauche, mais au Parti communiste lui-même, dont une grande partie de l'électorat, et même des militants, comprend mal que l'on trouve soudain tant de défauts à un allié avec qui l'ont dit toujours vouloir gouverner le plus tôt possible.

Le Parti socialiste, en tout cas, se porte bien. La dernière Convention nationale a mis ce fait en évidence puisqu'au-delà d'un certain pessimisme exprimé par quelques délégués — dont François Mitterrand a montré avec force à quel point il était injustifié (voir en page 32) — c'est à la quasi-unanimité qu'ont été prises les principales décisions. Notamment l'approbation de l'action de la direction du Parti depuis le mois de juin, le bilan positif tiré des Assises du socialisme et les conclusions du rapport de Lionel Jospin soulignant que le P.s. n'entend toujours ni alimenter la polémique engagée par le P.c.f., ni céder devant elle, tout en étant prêt, le moment venu, au débat nécessaire sur les vraies options qui peuvent se poser.

C'est sur ces bases que le Parti socialiste va maintenant préparer son congrès national de fin janvier. Nul doute que celui-ci lui fournira une occasion solennelle de confirmer et d'approfondir ses engagements à l'égard de l'union de la gauche et du programme commun. Ce n'est pas là-dessus que se distinguent les différentes motions qui sont actuellement diffusées dans les Fédérations. Mais le congrès de Pau doit aussi donner au Parti socialiste les moyens de renforcer son organisation et d'accroître encore son audience. Ce sont là deux conditions indispensables pour élever la qualité de l'union de la gauche et pour rapprocher l'heure de sa victoire. Le Parti socialiste a conscience d'être pour le Pouvoir l'adversaire le plus redoutable, car c'est lui d'abord et la stratégie qu'il a choisie qui ont bouleversé les données de la vie politique française et donné à la gauche des chances dont les derniers sondages laissent penser qu'elles seraient encore plus réelles aujourd'hui qu'en mai dernier. C'est une lourde responsabilité devant le peuple français mais les socialistes sont prêts, sans faiblesse et sans complaisance, à l'assumer.

CLAUDE ESTIER

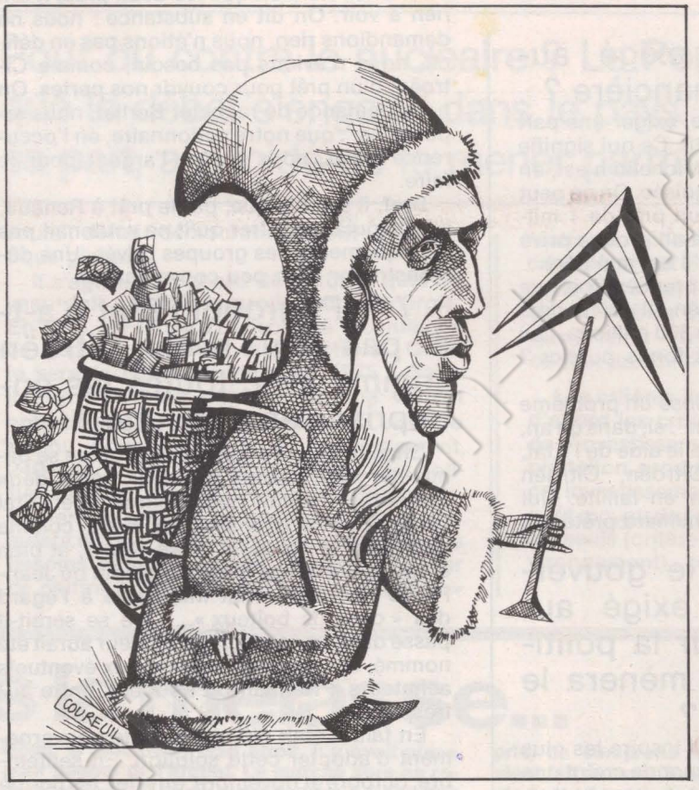
Bibliothèque Jaurès

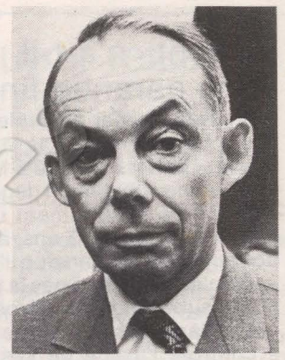
Automobile

UN MARIAGE DE DERAISON

Depuis une semaine, c'est chose faite : dans l'industrie automobile française, deux grands groupes sont désormais face à face. D'un côté, une société nationalisée, la Régie Renault, enrichie d'une nouvelle filiale avec Berliet. De l'autre, un groupe privé comprenant Peugeot et Citroën. La nouvelle, que tout le monde attendait, est tombée le vendredi 6 décembre, à 11 h 45. Dans un communiqué, la société Michelin (propriétaire de Citroën) et le groupe Peugeot S.a. annoncent ce jour-là « leur décision de réaliser le rapprochement envisagé des automobiles Peugeot et des automobiles Citroën » et précisent que « le groupe Peugeot assure dès maintenant la direction des automobiles Citroën ». Citroën-Automobiles devient donc une filiale de Peugeot, qui en assume la direction grâce à une sorte de contrat de gérance. Chacune des deux sociétés conserve sa propre direction générale et leurs activités sont coordonnées par un organisme de liaison.

Dans cette opération, qui conduit à une restructuration complète de l'industrie automobile, l'Etat a joué un grand rôle. Il a permis le rapprochement Peugeot-Citroën, en « prêtant » 1 milliard de francs à Citroën pour apurer son passif. Il a permis aussi à Renault de racheter Berliet à Michelin. Bref, l'Etat a consacré 1 450 millions de francs à la restructuration de l'industrie automobile française. Un choix sans précédent, qui appelle de nombreuses questions.





Michelin (Citroën)



Gautier (Peugeot)

1 - Quels ont été les critères choisis pour cette restructuration ?

Il faut bien se rendre à l'évidence : les 300 000 salariés de l'automobile n'ont pas été consultés, nul n'a songé à demander à leurs syndicats ne serait-ce que l'ombre d'un avis. « Ce qui nous frappe le plus, constate Albert Mercier, responsable du secteur automobile à la fédération C.f.d.t. de la Métallurgie, c'est l'absence totale d'une politique d'ensemble. On investit, mais on ne sait pas pour quoi. Pour être rentable, ou pour servir la collectivité ? C'était pourtant une belle occasion pour le gouvernement de poser dans le pays le problème de la place de l'automobile. Force nous est de constater que le rapprochement Peugeot-Citroën se fait sur la base de la politique patronale. Dans la crise actuelle, cette politique est simple. Et limitée. Il s'agit pour les constructeurs automobiles de tenir le choc le mieux possible, en espérant recommencer dans deux ans sur les mêmes bases qu'il y a 5 ou 20 ans. C'est un grave danger pour les entreprises, et pour l'intérêt national tout court. « Danger qui ne semble pas inquiéter outre mesure le gouvernement, c'est le moins que l'on puisse dire.

2 - La solution adoptée par le gouvernement en est-elle une ?

On peut se le demander et plusieurs faits en font douter. En premier lieu, le milliard avancé par l'Etat suffira-t-il à combler le déficit de Citroën ? Rien n'est moins sûr. Peugeot aurait effectué quelques comptes qui donneraient les résultats suivants : le déficit de Citroën serait de 1 milliard 700 millions en 1975, et de 1 milliard 300 millions en 1976. Total : 3 milliards (sans compter l'année 1974). La question s'impose d'elle-même : comment le milliard de l'Etat pourrait-il suffire ? N'y aura-t-il pas, sous peu, la nécessité d'une nouvelle aide des pouvoirs publics ?

Second fait troublant : si l'on regarde bien l'accord Peugeot-Citroën, on constate que Peugeot, prudent, ne s'est pas engagé de façon définitive. En fait, Peugeot s'est seulement engagé à gérer Citroën pendant un an. Que se passera-t-il au bout d'un an si l'importance du déficit se confirme ? Peugeot demandera-t-il à l'Etat un nouveau prêt, sans le concours duquel il ne pourrait plus assumer la gérance de Citroën ?

On peut en tout cas être sûr dès aujourd'hui que la solution adoptée est loin d'être suffisante et que la restructuration de l'industrie automobile choisie par le gouvernement risque de coûter bien plus d'un milliard. Le ministre des Finances, interrogé à ce sujet, a d'ailleurs répondu que cette somme était suffisante « pour l'instant ». Nuance qui a son importance.

3 - Cette solution a-t-elle au moins le mérite de préserver l'emploi ?

On l'espère. Sans plus. Et les 2 700 licenciements exigés par Peugeot avant la reprise de Citroën n'y encouragent guère. Surtout lorsque l'on sait que le personnel de chez Peugeot est passé de 37 000 salariés à 35 000 en un an.

D'autre part, nombreux sont ceux qui font remarquer que si Citroën est mieux gérée par Peugeot qu'elle ne l'était dans le passé, cela ne peut pallier dans l'immédiat toutes les erreurs de Citroën (gamme insuffisante, par exemple). Et que ce n'est pas parce que Peugeot reprend Citroën que la clientèle va se ruer sur la 2 CV. Les syndicats s'attendent à des licenciements. « L'argent des contribuables va servir à étendre l'exploitation des travailleurs sans aucune garantie pour eux, déclare André Sainjon, membre du Bureau de la fédération des Métaux C.g.t. Et on n'est même pas sûr, quand on connaît Michelin, que ce milliard sera réinvesti en France. »

Aucune clause de l'accord, en tout cas, ne prévoit une quelconque garantie de l'emploi. Et les chefs de service de chez Citroën auraient reçu l'ordre de préparer le licenciement de 10% du personnel. Ce qui, sur 57 000 salariés, en concernerait 5 700...

4 - Pourquoi le gouver-

→

UN MARIAGE DE DERAISON

→

nement n'a-t-il exigé aucune garantie financière ?

Il aurait pu, par exemple, exiger une part des actions. Il ne l'a pas fait. Ce qui signifie que le « prêt » concédé à Michelin n'est, en fait, qu'une subvention déguisée. On ne peut guère appeler autrement un prêt de 1 milliard à 9,75%, sur 15 ans, à un groupe privé dont chacun reconnaît qu'il est mal géré.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'Etat subventionne Citroën. Il lui a déjà prêté, par le passé, près de 300 millions. Qui a contrôlé l'usage de ces fonds publics ? Personne.

Personne non plus n'a posé un problème qui semble pourtant évident : si, dans un an, Peugeot, faute d'une nouvelle aide de l'Etat, refusait de reprendre Citroën, Citroën pourrait alors se retrouver en faillite. Qui rembourse dans ce cas le milliard prêté par l'Etat ? Mystère.

5 - Pourquoi le gouvernement n'a-t-il exigé aucune garantie sur la politique sociale que mènera le nouveau groupe ?

Une politique sociale qui inspire les plus vives inquiétudes : tout le monde craint une « citroënisation » de Peugeot, comme l'explique André Boulloche, député de Montbéliard, où sont implantées une grande partie des usines Peugeot : « Nous étions très attachés à l'accord Peugeot-Renault, qui nous avait apporté une certaine stabilité. Mais, sur le plan local, nous redoutons beaucoup un rapprochement Peugeot-Citroën, à cause de la politique sociale de Citroën. D'autant plus que, depuis 5 ans, Peugeot a pris une très mauvaise direction en se mettant à pratiquer une politique de délation, une politique antisyndicale et antipartis. Nous sommes donc extrêmement réticents quand nous voyons que cette politique risque encore d'être attisée par Citroën, qui est pour nous un objet de crainte et même d'une certaine répulsion. »

6 - Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas recherché une solution plus « nationale » ?

Explication officielle : face à un grand groupe national, il faut un grand groupe privé. Une explication un peu absurde : ou alors, faut-il s'attendre à voir un jour l'Etat préconiser la création d'une S.n.c.f. privée, d'une E.d.f. privée ?

Le gouvernement craignait-il la constitution d'un géant national ? Toujours est-il que, chez Renault, on a un peu l'impression d'un coup bas. Car il est sûr que le groupe Citroën-Peugeot ne peut que concurrencer la Régie. Le P.d.g. de Renault, Pierre Dreyfus, l'a d'ailleurs dit clairement, le 3 décembre, lors de la réunion du comité central d'entreprise extraordinaire : « Il aurait été anormal que les pouvoirs publics apportent une aide financière considérable en renflouement de Citroën et à la constitution d'un puissant groupe privé concurrent de Renault, sans contrepartie pour la Régie, qui appartient à l'Etat. C'est ce qu'ont bien compris les pouvoirs publics. Aussi ai-je été bien accueilli quand j'ai suggéré que, au lieu de prêter directement de l'argent à Citroën-Peugeot, l'Etat fasse transiter une partie de cette aide par la Régie, afin que celle-ci puisse, avec cet argent, racheter Berliet à Michelin. » On s'empresse d'ailleurs de préciser chez Renault que les deux prêts n'ont rien à voir. On dit en substance : nous ne demandions rien, nous n'étions pas en déficit, nous n'avions pas besoin, comme Citroën, d'un prêt pour couvrir nos pertes. On nous demande de racheter Berliet, nous répondons : que notre actionnaire, en l'occurence l'Etat, nous donne l'argent pour le faire.

Bref, il semble que, par le prêt à Renault, l'Etat voulait montrer qu'il ne soutenait pas « uniquement » les groupes privés. Une démonstration bien peu convaincante.

7 - Pourquoi l'Etat n'a-t-il pas agi avec Citroën comme avec toutes les entreprises en difficulté ?

Chacun aujourd'hui est en droit de se demander s'il n'y aurait pas deux poids, deux mesures. Il n'était pas absurde que l'Etat laisse Citroën déposer son bilan, comme cela a été le cas pour Titan-Coder, et bien d'autres. Le temps n'est pas si loin où Jean-Pierre Fourcade était intraitable à l'égard des « canards boîteux »... Que se serait-il passé dans ce cas ? Un liquidateur aurait été nommé, et il se serait adressé aux éventuels acheteurs : Renault ou Peugeot, entre autres.

En fait, il était difficile pour le gouvernement d'adopter cette solution. En septembre, octobre et novembre, en effet, les fins de mois de Citroën ont été assurées grâce au concours des quatre banques nationalisées et de deux banques privées, dont Paribas. Sur ordre du gouvernement : en septembre, les directeurs de ces banques se sont tous retrouvés dans le bureau de Jacques Chirac. Peut-être le gouvernement a-t-il pensé qu'il était difficile, vis-à-vis d'eux, de laisser par la suite Citroën s'engloutir sans intervenir. C'est en tout cas une question que l'on peut se poser.

8 - Pourquoi toutes les négociations ont-elles eu lieu dans le plus grand secret ?

On connaît le goût, tant de Michelin que de Peugeot, pour le secret ; il n'en reste pas moins choquant qu'une telle restructuration se soit faite dans l'ombre. Depuis longtemps. C'est en mars que Michelin se rapproche de Peugeot. Michelin, à ce moment, n'a pas une idée très exacte de l'importance du déficit de Citroën. Il commence à le découvrir en se livrant, avec Peugeot, à une analyse plus poussée. Ces discussions ont lieu dans le plus grand secret : ni les pouvoirs publics, ni Renault — à qui Peugeot est quand même lié par un accord de coopération depuis 1966 — ne sont au courant. Là-dessus, survient la mort de Georges Pompidou. Michelin et Peugeot, redoutant une victoire de la gauche, jugent le moment mal choisi pour révéler les difficultés de Citroën. Mais Michelin est quand même pressé. La preuve : quinze jours après son élection, Valéry Giscard d'Estaing trouve le dossier Citroën sur son bureau.

De juin à octobre, Peugeot et Citroën négocient. Peugeot est effaré du trou de Citroën, que Michelin, lui, découvre pour une grande part.

Renault, de son côté, fait remarquer à Peugeot que leurs deux entreprises sont liées par des accords très précis, et que ni l'une ni l'autre ne peuvent introduire seule une troisième entreprise. Renault fait aussi observer au président de la République qu'il serait gênant pour lui d'avoir à arbitrer un conflit juridique entre les deux groupes, et qu'il lui est difficile de trop favoriser un groupe privé.

Tout cela, l'opinion publique ne le découvre que lorsque les jeux sont déjà faits.

9 - Ne pouvait-on, enfin, envisager d'autres solutions ?

Le gouvernement s'est bien gardé de consulter ceux qui auraient pu leur suggérer autre chose que la constitution d'un grand groupe privé. Pourtant, bien des solutions étaient envisageables. La nationalisation, par exemple, que réclament la C.g.t. et les partis de gauche, le P.S. préconisant en outre une restructuration globale de l'industrie automobile française dans le cadre d'une grande entreprise publique autour de la Régie Renault.

« Notre demande de nationalisation, explique André Sainjon, répond à l'intérêt des travailleurs et à l'intérêt général. C'est une mesure de progrès qui donnerait à l'industrie automobile des moyens réels pour son développement, et apporterait aux travailleurs des garanties beaucoup plus sérieuses. Nous sommes d'ailleurs décidés à mettre en œuvre les formes d'action nécessaires pour sensibiliser l'opinion publique sur cette question. »

Ne pouvait-on pas aussi choisir, pour une restructuration de l'industrie automobile, d'autres critères que ceux souhaités par les constructeurs ? « Si on laisse l'industrie automobile dans la situation actuelle, estime Albert Mercier, on assistera à une déperdition du potentiel industriel des entreprises. Tandis que si l'on donne à l'automobile une mission, celle de résoudre un certain nombre de problèmes de transports par exemple, on lui ouvre un champ nouveau de développement de ses activités. Citroën est le seul constructeur à avoir développé une technologie propre pour l'hydraulique : cela peut être développé pour d'autres applications que dans l'automobile. Renault possède une certaine technologie dans la machine-outil. L'Etat va-t-il lui donner les moyens de devenir le maître d'œuvre de la machine-outil ? C'est à partir de choix comme ceux-là qu'on gardera aux entreprises leurs capacités actuelles, en leur donnant de vraies possibilités d'expansion. »

Autant de solutions que le gouvernement n'a même pas pris la peine d'envisager. Autant de questions auxquelles il a choisi de ne pas répondre. Ce qui se comprend. Car que voit-on, lorsque l'on observe comment s'est opérée la restructuration d'une des branches les plus importantes de l'industrie française ? Un Etat qui fait siens les choix des dirigeants d'entreprises privées, qui les subventionne sans aucune garantie, ni financière ni sociale, qui écarte toute solution « nationale », refuse tout véritable débat et met le pays tout entier devant le fait accompli, et des groupes privés qui négocient dans l'ombre. Bref, une restructuration industrielle riche d'enseignements.

MICHELE BACKMANN

POUR OU Nucléaire CONTRE ?

Pour ou contre le nucléaire ? Le Pouvoir refuse que le débat s'engage dans le pays. Le P.s., pour sa part, a décidé de le mener parmi ses militants.

Le gouvernement vient de l'annoncer. A la prochaine session du Parlement, députés et sénateurs pourront débattre de la réponse donnée par le Pouvoir à la hausse du prix du pétrole : le « tout nucléaire ». Mais pour être sûr que le débat soit escamoté, le ministre de l'Industrie vient de demander aux Conseils régionaux de se prononcer sur les sites d'implantation des centrales. Ainsi, lors du débat parlementaire, non seulement E.d.f. aura commencé les travaux d'un certain nombre d'entre elles, non seulement l'industrie — privée, bien entendu — aura commencé sa production, mais, tout au moins les pouvoirs publics l'espèrent-ils, les élus locaux en acceptant les sites choisis auront approuvé l'ensemble de la politique énergétique française. Et le débat n'aura plus de sens. Pourtant les questions soulevées par le choix gouvernemental sont plus graves qu'il n'y paraît. En organisant samedi dernier à Paris une journée d'études sur ces questions, le Parti socialiste a montré, pour sa part, qu'il n'entendait pas les limiter à un choix de sites. Mais qu'il voulait définir démocratiquement une politique globale.

Il s'agit tout d'abord de savoir à quel niveau doit s'établir la production d'énergie. En 1973, la France a consommé 170 millions de Tep (tonnes équivalant pétrole). Quelle sera la consommation en 1975 ? Faut-il être intoxiqué par une courbe variant entre la parabole et l'exponentiel ? Le chiffre retenu pour 1985 par le gouvernement, 240 millions de Tep, est-il réaliste ? La politique industrielle qu'impulserait un gouvernement de gauche nécessiterait-elle moins, autant ou plus d'énergie ? Pour satisfaire les besoins de notre peuple, faudrait-il réviser ce chiffre à la hausse ? Les « économies » réalisées ailleurs permettraient-elles de considérer cet objectif comme valable ?

Ce choix fait — en d'autres termes, le type de croissance et la politique industrielle — quelle part du total ainsi défini doit-on confier aux différentes énergies primaires ?

Les critères de choix sont multiples. Tout d'abord les critères économiques : le coût de l'investissement total — recherche, exploitation, production, transport — la part de cet investissement transférée à l'étranger, le coût moyen de l'unité énergétique. Sans être les seuls (critère d'emploi, de régions, d'environnement), ces trois points permettent

→

Sucre : Dans la mélasse...

Il a fallu un de ces hasards malheureux que connaissent parfois les spéculations boursières pour que l'on parle du sucre. La hausse des prix sur le marché libre avait attiré les spéculateurs. Une petite baisse mal contrôlée a fait le reste. La Bourse du commerce a tremblé, les cotations ont été interrompues, un ministre est intervenu, un commissionnaire a été radié. Pourtant ce n'est ni le seul, ni le plus grand scandale que l'on puisse, à propos du sucre, dénoncer.

Il y a d'abord celui de la consommation. Un Français consomme en moyenne 38,3 kg de sucre par an. Un Cambodgien : 1,3 kg. Un Anglais en consomme 52 kg. Un habitant du Burundi : 0,8 Kg. En Afrique, le sucre est vendu sur les marchés au morceau. En Amérique latine, par petits bâtons. Et, souvent, ce petit bâton sera le repas journalier de l'acheteur. Or, les chiffres avancés sont des moyennes. Ce qui signifie que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants ne consomment pas un gramme de sucre à l'année.

L'autre scandale peut se résumer à une phrase bien connue : « Ceux qui produisent, coupeurs de canne, ouvriers agricoles, voient malgré la hausse des prix leur revenu diminuer. » Et, enfin, le spectre de la pénurie planne depuis quelques années.

La production mondiale du sucre est de l'ordre de 80 millions de tonnes. Or, la demande croît sans cesse. En 1970, les stocks mondiaux étaient de 21 millions de tonnes. En 1973, ils n'étaient plus que de 15,8 millions. Et la campagne 1974- 1975 a été mauvaise. En Europe, il a plu. Les betteraviers du Nord de la France et ceux de Belgique produiront moins que prévu. Ceux de Pologne aussi. En Amérique latine, il y a eu la sécheresse. Aux Phillipines, un typhon. A la fin de l'année prochaine, les stocks seront donc encore plus bas.

En jouant sur la pénurie, sur la croissance de la consommation, les spéculateurs sont venus. Même si le marché était étroit, il y avait place pour gagner de l'argent. Le marché libre ne représente que 12 % de la production. Le prix des 88 % restants étant fixés par des accords internationaux. Mais il y avait de l'argent à gagner sur les 9 millions de tonnes « libres ». Aux Bourses de Paris, Londres et New York, le sucre a flambé. Les prix pouvant être multipliés par trois en 3 mois.

Les gros producteurs ont utilisé la hausse et la pénurie au mieux de leurs intérêts. Tout d'abord, ils ont demandé de pouvoir augmenter les surfaces. Et les betteraviers européens ont obtenu d'augmenter les leurs de 20 %. Mais, surtout, ils souhaitent pouvoir vendre une part plus importante de leur surplus sur le marché libre... L'exemple des Antilles britanniques a fait rêver les gros producteurs : les producteurs antillais n'ont pas livré aux Britanniques le sucre promis — à 920 F la tonne — mais l'ont vendu sur le marché libre à 3 750 F la tonne. Quatre fois plus cher.

Pour pouvoir profiter de cette différence de prix, on comprend que les gros betteraviers aient fait du bruit. Eux qui avaient réussi à obtenir des subventions lorsque les prix européens étaient inférieurs aux prix mondiaux, viennent de faire pression sur l'Etat pour obtenir de nouveaux avantages. On le voit, les problèmes sont plus graves qu'un simple scandale boursier, celui-ci n'étant que le reflet d'une situation.

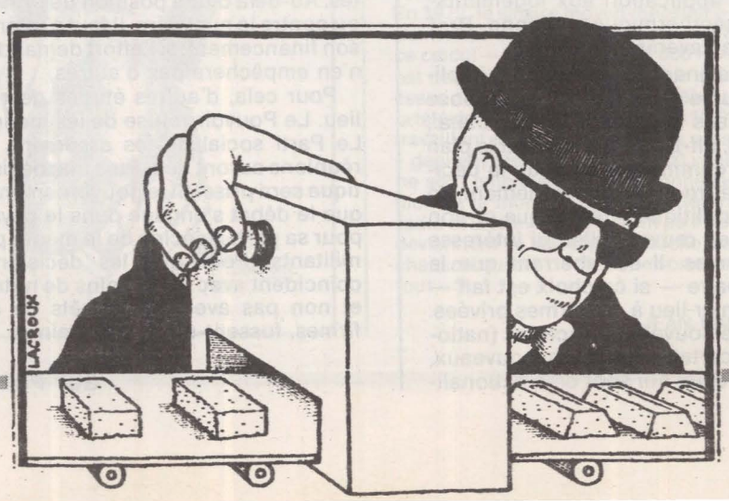
Pourtant il faudrait que des initiatives soient prises. Pour sa part, le P.s. a fait, au mois de septembre, des propositions ;

► Constituer des stocks mondiaux dont le financement et la gestion soient assurés par les pays producteurs et consommateurs, afin de régulariser le marché.

► Augmenter la production européenne, mais en accordant en priorité les autorisations nouvelles aux petits producteurs.

► Aider les pays producteurs à implanter des raffineries afin de ne plus dépendre de la douzaine de trusts qui « gèrent la hausse et la pénurie ».

LUCIEN PRAIRE



POUR OU CONTRE ?

déjà de mesurer l'incohérence de la politique gouvernementale. S'il est vrai que, dans le passé, le pétrole était « moins cher » que le charbon, son prix était avant tout un prix politique. Et les variations des prix politiques sont connues. Or le gouvernement a délibérement saboté le charbon et l'électricité d'origine hydraulique alors que, pour le premier — qui aujourd'hui ne coûte pas plus cher que le pétrole — l'investissement total est relativement faible et où — c'est aussi le cas de l'hydraulique — les transferts vers l'étranger sont pratiquement nuls.

Il était donc normal qu'une des idées dominantes de la conférence soit la diversification. Une diversification qui permette à la fois de réduire au maximum notre dépendance vis-à-vis de l'étranger — Etats ou firmes multinationales — mais qui permette également d'utiliser chaque énergie primaire dans les secteurs les mieux adaptés à sa consommation.

Une diversification bien comprise devrait également prendre en compte ce que l'on pourrait appeler « les économies ». Si, pour le gouvernement, ces économies se résument à des mesures restrictives pour les particuliers, il est évident qu'il doit s'agir de tout autre chose — par exemple, de la récupération de l'énergie de condensation des centrales thermiques. Le rendement énergétique de ces centrales plafonnant à 40%, il est illogique de perdre — en créant de surcroit une pollution — près des deux tiers du produit d'un investissement massif. Multiplier les réseaux de chauffage urbain, y brancher des usines d'incinération d'ordures, permettrait d'économiser du fuel. Ceci n'étant pas fait, il a été perdu, en 1972, l'équivalent de 12 millions de tonnes de fuel, soit près du tiers de la quantité totale de fuel domestique consommé cette année là. En 1980, la « perte » équivaudrait à 30 millions de tonnes. Le moins que l'on puisse dire, sans même espérer tout récupérer, c'est qu'il serait possible de modifier sérieusement la structure de notre consommation en développant le chauffage urbain. Que cela ne fasse pas l'affaire des pétroliers ou d'autres industriels est une autre histoire. Puis il faudrait multiplier les recherches. Sur l'énergie solaire et son application aux logements ; sur l'énergie géothermique, éolienne. Bref, sur ce qui sera l'avenir.

Une politique énergétique nouvelle implique des structures nouvelles. L'Etat dispose déjà d'entreprises nationales (E.d.f., C.e.a., Charbonnages, Elf-Erap). Il s'agit, sur le plan industriel tout comme sur celui de la décision, de permettre à un gouvernement de déterminer sa politique énergétique et non pas de mettre en œuvre celle qui intéresse les grosses firmes. Il est aberrant que le choix du nucléaire — si ce choix est fait — profite en premier lieu à des firmes privées. La définition de nouvelles structures (nationalisation de certains secteurs nouveaux, rapports entre ceux qui sont déjà nationalisés et l'Etat) devrait donc permettre qu'une fois la politique globale définie, son application ne donne pas lieu aux errements que le rapport Schwartz a révélé.

Mais l'essentiel de tout débat sur l'énergie porte, en 1974, sur la place du nucléaire. Pour des raisons évidentes. Rêvons un moment. En retenant pour 1985 les chiffres gouvernementaux, il faudrait disposer cette année là de 240 millions de Tep. Le délégué à l'énergie, Jean Blanquart, a proposé une structure des approvisionnements qui ressemble fort à celle que le gouvernement souhaite : charbon : 20 millions de Tep ; gaz : 40 millions de Tep ; hydraulique : 15 millions de Tep ; pétrole : 100 millions de tonnes ; nucléaire : 65 millions de Tep. Dans les conditions actuelles, le problème peut se résumer ainsi : si les prévisions globales qu'un gouvernement de gauche établirait sont au même nivau que celle de Blanquart, ne pas vouloir le nucléaire signifie lui trouver une ou des énergies de remplacement. Même en tenant compte d'économies possibles (de l'ordre de 10 millions de Tep), d'une remontée du charbon (national et importé : plus 10 millions de Tep) et de l'hydraulique (5 millions de Tep), la part nucléaire, si elle est réduite, demeure. Pour autant que ces chiffres (indicatifs) aient un sens, il faudrait que cette année-là 40 millions de Tep soient d'origine nucléaire. Ou qu'après un débat on ait décidé que les dangers potentiels, la nécessité de nouvelles recherches, la révision de la filière adoptée, imposent de remplacer le nucléaire par une autre énergie, quel que soit son prix.

Une telle décision n'aurait rien d'illogique. Utiliser les centrales déjà en service ou celles en construction pour accroître leur sécurité, prendre des décisions en connaissance de cause, multiplier les recherches semble nécessaire.

Le choix « tout nucléaire » étant exclu, une diversification efficace peut-elle faire l'impasse nucléaire ? Le débat n'est pas tranché. Si les Français devinent, plus que savent, les dangers du nucléaire pour l'environnement, il est encore nécessaire sur le plan économique de mesurer si le « jeu en vaut la chandelle ». Et quelles sont ses limites. Au-delà d'une position de principe pour ou contre le nucléaire, il faut s'interroger sur son financement, si l'effort demandé au pays n'en empêchera pas d'autres.

Pour cela, d'autres études devront avoir lieu. Le Pouvoir refuse de les mener à bien. Le Parti socialiste les assumera. D'autres réunions auront lieu. Puis une décision politique sera prise. Si le gouvernement a refusé que le débat s'engage dans le pays, le P.s., pour sa part, a décidé de le mener parmi ses militants. Pour que les décisions prises coïncident avec les besoins de notre peuple et non pas avec les intérêts de quelques firmes, fussent-elles américaines.

GUY PERRIMOND

Après les journalistes, les comédiens et les réalisateurs sont en grève à l'O.r.t.f. Une même inquiètude à l'origine de leur mouvement : auront-ils du travail dans les nouvelles sociétés de télévision et radio qui vont remplacer l'Office en janvier prochain ? Car, contrairement à une information erronnée parue dans un quotidien la semaine dernière, les comédiens n'ont pas interrompu les tournages ou enregistrements d'émissions simplement « par solidarité avec les réalisateurs », mais bel et bien parce qu'ils sentent peser sur eux une vraie menace : la perte de leur emploi.

« En se bornant aux seules informations connues, dit la comédienne Nadine Alari, et sans inventer des dangers imprévisibles, notre situation est angoissante. Le rapport Cluzel montre que la future Société nationale de production ne produira, en vidéo fixe et en vidéo mobile, qu'un tiers des émissions fabriquées auparavant par les Buttes-Chaumont. Des feuilletons achetés ailleurs et des films remplaceront ces produits O.r.t.f. dans les programmes. Mais le résultat est là : les réalisateurs et les comédiens auront trois fois moins de possibilités de travail. » Le nouveau système mis en place va entraîner la fabrication des dramatiques dans les ornières de la commercialisation à outrance. Comme tous ses camarades, Nadine Alari mesure les conséquences qui vont en découler : « Les cadences de tournage vont devenir infernales. Actuellement, dans les maisons de production privées, le seul critère est la vitesse : plus on tourne vite, plus c'est rentable. La télévision « réformée » va fonctionner de la même façon. Comment, dans ces conditions, ferons-nous des émissions de qualité ? » Moins de travail, du travail bâclé ; l'avenir est sombre. Et que devient la mission culturelle de la télévision dans tout cela ?

Attendre dans le couloir

Les émissions « de divertissement » vont fleurir et remplacer les dramatiques. C'est grave. Pour tous. Pour les télespectateurs, qui seront condamnés aux westerns et aux plus médiocres des « séries » américaines. Pour les comédiens, qui pointeront de plus en plus au chômage. Mais, pour ces derniers, les problèmes ne s'arrêtent pas là : à l'O.r.t.f. ils bénéficiaient d'une convention collective ; quand ils avaient la chance de « décrocher un tournage », ils pouvaient s'y référer pour faire respecter les bases de salaires ou de cachets. Mais à l'avenir ? Rien n'a encore été renégocié. Ni les P.d.g., nommés par le gouvernement, ni André Rossi, porte-parole de ce même gouvernement, n'on accepté de recevoir les représentants syndicaux des artistes et des réalisateurs. Nadine Alari interroge avec juste raison : « D'un établissement à l'autre, serons-nous rémunérés de la même façon ? N'allons-nous pas payer la concurrence jusque dans nos cachets ? Il y a risque qu'on nous dise : « Monsieur X... vient d'accepter un rôle similaire sur telle chaîne pour telle somme ; il n'y a aucune raison pour que je vous donne plus ». Le processus de dévalorisation est en route : on a déjà essayé le coup avec des comédiens que je connais ; on leur a proposé récemment un cachet deux fois plus réduit que celui de l'année dernière... pour un travail équivalent ! »

SALUT O.r.t.f. L'ARTISTE...

Le chômage, obsession des comédiens, sera encore aggravé par la disparition de l'O.r.t.f. Les « saltimbanques » seront, comme d'habitude, parmi les plus maltraités.

Le scandale affleure : la télévision payait mal ; les salaires risquent d'y devenir misérables... ou inexistants ; et ce, dans un temps où Marcel Jullian, P.d.g. de la 2e chaîne, annonce très tranquillement qu'il a fait un pont d'or à Brigitte Bardot pour qu'elle vienne défendre les causes perdues sur le petit écran. De qui se moque-t-on ? Les nombreux comédiens qui, depuis des années, vivent essentiellement de la télévision apprécieront.

« Nous sommes des chômeurs continus qui travaillons de façon intermittente ». La définition de Nadine Alari peut paraître brutale. Elle est le reflet exact de la réalité. Une autre comédienne, Martine Ferrière, peut en attester : « Dans le métier, je suis considérée comme quelqu'un qui travaille. Cette année, je n'ai pas gagné 1 000 F de moyenne mensuelle. » François Darbon est un « vieux routier » de la télévision. Il était déjà là du temps des pionniers, du temps où Stellio Lorenzi et Marcel Bluwal faisaient des dramatiques en direct. La série La caméra explore le temps a rendu son visage familier aux téléspectateurs ; aujourd'hui, il dit : « Je n'ai aucun projet devant moi ». Gérard Darrieu est aussi de cette génération qui a commencé sur les planches à la Libération et qui, depuis 20 ans, travaille essentiellement à la télévision : « L'an dernier, je suis resté 6 mois sans travailler. C'est la désespérance. Je rencontre un copain ; la seule question qui me vient c'est : « Tu as du boulot ? » La réponse est presque toujours : « Non ». Je décroche le téléphone pour essayer de me rassurer auprès d'autres copains. Je peux le faire quinze fois, et quinze fois la réponse sera négative.

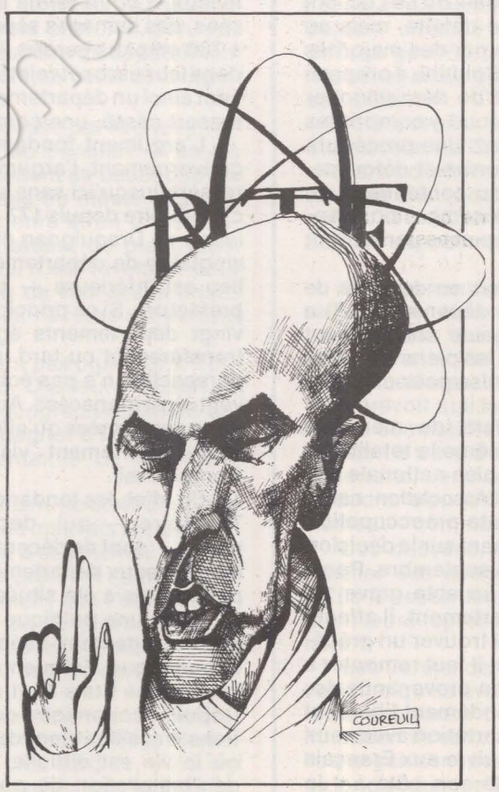
Misérabilisme ? « Non, répond Nadine Alari. Ne faisons pas de mystique. Ne parlons pas de vocation. Il y en a marre de cette légende des artistes qui doivent bouffer de la vache enragée pour réussir. Le métier de comédien doit devenir un métier comme un autre. Notre revendication essentielle est de pouvoir exercer notre profession dans la dignité matérielle et morale. »

On est loin du compte. Etre comédien se traduit pratiquement en termes d'attente : « On est toujours en train d'attendre. Attendre dans un couloir qu'on veuille bien nous recevoir. Si on est fatigué de faire les couloirs, attendre un coup de téléphone. » Quand le téléphone sonne, quand un réalisateur prononce la phrase attendue — « J'ai peut-être quelque chose dans mon prochain tournage, voyons-nous » — rien n'est encore réglé. « Sur un rôle possible, dit Nadine Alari, nous sommes toujours 4 ou 5 comédiennes en lice, entre lesquelles le metteur en scène va devoir choisir. C'est-à-dire 4 ou 5 à attendre des jours entiers, des semaines, un mois parfois, en espérant être l'heureuse élue ».

L'O.r.t.f. a-t-il une grande responsabilité dans cette situation ? Pour Gérard Darrieu, c'est une évidence : « La télévision a bouleversé notre profession. Son surgissement a modifié et souvent réduit le rôle du théâtre et du cinéma. La moindre des choses aurait été que ce manque à gagner soit pris en charge par la télévision elle-même. C'est loin d'être le cas. Nos aînés, bien payés par le théâtre et le cinéma, pouvaient prévoir leur vieillesse. Nous, nous vivons au jour le jour, maltraités et mal payés par la télévision. »

"Bêtes à images"

François Darbon dresse un réquisitoire plus dur encore : « Avec des gens comme Maurice Chevit, François Chaumette ou François Maistre, nous avons donné de la crédibilité à la télévision. Nous avons, au début, assuré des directs de deux heures avec des textes de 500 ou 600 lignes. Pour seule récompense, nous avons eu la bagarre : bagarre à chaque signature de contrat pour être payé décemment, bagarre pour obtenir des « droits de suite » à chaque rediffusion ou vente d'une émission. Résultat : je reçois de temps en temps des chèques de 70 F. Je voudrais bien savoir à quel prix l'O.r.t.f. vend à une télévision étrangère des émissions qui me rapportent 70 F !



« Le mépris dure depuis longtemps. Il n'était pas suffisant. Maintenant on nous renvoie. Oh ! bien sûr, on ne nous licencie pas. C'est plus subtil et plus efficace : on se contente de supprimer deux tiers de la production télévisée ! J'avais la naïveté de croire qu'une des missions de l'O.r.t.f. était de faire des spectacles. Eh bien, non ! Il n'y en aura plus. Nous n'avons qu'à nous débrouiller. Après 20 ans de bons et loyaux services. »

François Darbon a d'autant plus de raisons d'être amer que la télévision n'a jamais rapporté ni la gloire ni la fortune à ceux des comédiens qui s'y sont consacrés. Gérard Darrieu l'explique clairement : « La télévision, c'est le contraire de la promotion. C'est la standardisation. Certes, on nous aborde dans la rue, mais c'est pour nous dire : « Je vous reconnais. Vous passez à la télé. Comment vous appelez-vous ? » Ce n'est pas que je sois un partisan du star-sytem. Mais ces détails prouvent que nous sommes seulement des bêtes à images considérées comme interchangeables. Ce qui se vérifie dans l'attitude de la production télévisée par rapport à nous : quand vous faites un bon travail au cinéma, on en tient compte dans votre cachet pour le film suivant ; à la télévision, vous êtes toujours un débutant, on essaie toujours de vous payer le moins possible. Entre le monde hollywoodien, où les vedettes ont leur nom peint sur le dossier de leur siège, et la télévision française, où nous ne sommes rien, il faudrait trouver une solution. » Et, en fin de course, l'absurde logique du système : les comédiens, qui ont toujours été les saltimbanques honnis de l'O.r.t.f., sont parmi les premiers laissés pour compte de la réforme.

On pourrait croire qu'ils ont une issue de secours : la radio. Illusion ! Inter-Variétés sera supprimé. France-Culture est menacé, pour cause de « faible taux d'écoute ». Le Pouvoir est parfaitement hypocrite dans son argumentation : comment France-Culture pourrait-il être une station suivie, alors qu'on la cantonne sur modulation de fréquence ? « encore un scandale dit François Darbon. Si France-Culture disparaît, c'est une importante école d'auteurs, de réalisateurs et de comédiens qui sera assassinée. Et qu'on ne vienne pas nous dire que c'est par souci d'économies. Car il n'est pas vrai qu'une émission de radio coûte cher ! »

Alors, que faire ? La profession de comédien comptabilise en permanence 80% de chômeurs. En 1972, le salaire moyen mensuel — le salaire de Belmondo et des super-stars étant compris dans ce calcul — était d'à peine 1 000 F. Aujourd'hui, il est nettement inférieur au Smic et la situation ne cesse d'empirer dans l'audio-visuel, notamment à la télévision. Sur l'ensemble des 10 000 personnes travaillant dans les professions artistiques, 1 200 « gagnent bien leur vie », 3 000 végètent et 5 000 ne sont employés qu'occasionnellement. « Nous filons à la mort », commente Gérard Darrieu. La radio et la télévision auraient pu être l'espoir, elles deviennent le désespoir. Quelle est donc cette chanson qui dit : « Nous ne sommes rien, soyons tout » ?

JEAN-PAUL LIEGEOIS

POURQUOI LE VAR Draguignan RESISTE

PAR ALFRED MAX



Edouard Soldani s'interposant entre manifestants et C.r.s.

Après six semaines de marches, démarches et contre-marches, de motions et de protestations, d'agitation et d'affrontements, la préfecture du Var a été transférée par décret de Draguignan à Toulon, sans même attendre l'avis du Conseil municipal de Draguignan, pourtant nécessaire en vertu de la procédure prévue par la loi. Les populations ainsi mises devant le fait accompli, le gouvernement pensait que l'émotion se calmerait et que le Var se résignerait. Or, rien de tel ne se produit.

Plus de la moitié des maires du département, parmi lesquels ceux de villes aussi importantes que Draguignan, Saint-Raphaël ou Le Luc, ont démissionné simultanément, non pas en signe de défaite, mais au contraire avec la ferme intention de se faire réélire par des majorités accrues. Le président du Conseil général, Edouard Soldani, a proposé l'équivalent à un référendum populaire en offrant de démissionner avec tous ses collègues socialistes, à condition que tous, y compris les conseillers indépendants et U.d.r., en fassent autant. Une procédure d'annulation du décret de transfert pour vice de forme et détournement de pouvoir est en cours devant la section du contentieux du Conseil d'Etat. Le Conseil général se réunira fin décembre pour approuver un budget qui ne comportera aucune dépense permettant l'installation de la préfecture à Toulon.

A l'Assemblée nationale, le gouvernement sera mis en demeure de solliciter un vote du Parlement pour inscrire ces dépenses, qu'il a déclaré vouloir prendre à sa charge, mais que seule une loi peut autoriser. Aux niveaux local, régional, national, sur les plans administratif, juridique, parlementaire, la résistance s'organise pour une lutte de longue durée.

143 maires — sur 153 — opposés au transfert, de même le Conseil général à une majorité des deux tiers, de même la totalité du Conseil régional moins sept voix, de même l'assemblée nationale des présidents de Conseils généraux et le Bureau de l'Association nationale des maires unanimes — donc au-delà de toute préoccupation politique — n'avaient pas fait revenir le gouvernement sur la décision dont le principe avait été arrêté officiellement le 25 septembre. Pourtant, le transfert autoritaire d'une préfecture est un acte grave : il modifie en profondeur l'équilibre interne d'un département, il affecte l'économie et le bien-être de ses habitants. Pour lui trouver un précédent en métropole et en dehors du temps de guerre, il faut remonter à Napoléon III. Devant l'avalanche des avis négatifs en provenance des élus, Jacques Chirac, qui avait dit : « Je suis profondément libéral et non autoritaire, notre méthode sera celle de la concertation avec ceux qui seront concernés, notre ambition c'est de faire vivre aux Français la participation », et Poniatowski, qui avait dit de son côté : « Je m'attacherai avec persévérance à ce que l'administration soit au service des collectivité locales et non l'inverse », auraient pu faire marche arrière sans perdre la face. Mais Chirac et Poniatowski allèrent partout proclamant que « la décision était prise » et qu'« ils n'étaient pas hommes à reculer ».

Résultat : une ville paisible portée au paroxysme de la révolte par l'injustice commise et la mutilation infligée, une cinquantaine de blessés dont plusieurs gravement, des arrestations brutales et des perquisitions arbitraires qui prolongent et multiplient l'angoisse de la population, aggravent la tension, un véritable état de siège instauré et maintenu, les élus empêchés manu militari de pénétrer dans leurs propres locaux, à court terme plus de mille familles de fonctionnaires déplacées, des ménages séparés, 20 % de la richesse dracénoise amputée, 1 700 emplois perdus, le moyen Var, le haut Var et l'est varois freinés dans leur essor et rejetés dans l'attraction des Alpes-Maritimes, menaçant ainsi un département harmonieux de discorde et d'éclatement, un ressort cassé, une communauté brisée.

L'argument fondamental, le seul véritable cheval de bataille du gouvernement, l'argument dit « de bon sens », est le même que l'on ressert, jusqu'ici sans succés, depuis que Draguignan est préfecture, c'est-à-dire depuis 177 ans. On allègue la disproportion entre la population de Draguignan et celle de l'aire toulonnaise. Mais il existe une vingtaine de départements métropolitains où la population du chef-lieu est inférieure — parfois très inférieure — à celle d'une sous-préfecture. Si ce principe était appliqué, cela signifierait que, dans ces vingt départements également, le gouvernement serait conduit à transférer tôt ou tard le chef-lieu vers la ville la plus peuplée. Cette perspective n'a pas échappé aux différentes préfectures qui se trouvent ainsi menacées. Aussi a-t-on fait savoir discrètement aux populations concernées qu'elles n'avaient rien à redouter et que le Var était le seul département visé. L'argument invoqué n'est donc qu'un trompe-l'œil.

En effet, les tendance actuelles de la politique d'aménagement du Territoire — qui dépend maintenant du ministre de l'Intérieur — sont de décentraliser au maximum les administrations ; dans les nouveaux départements créés autour de Paris, chacune des quatre préfectures a été située hors de la ville la plus importante.

C'est une politique adoptée depuis longtemps par la plupart des pays occidentaux : séparer la fonction administrative de la fonction économique. Fréquemment, les capitales administratives des provinces ou des Etats sont de dix à vingt fois moins peuplées que la métropole économique ou industrielle la plus peuplée : les administrations travaillent mal dans l'atmosphère survoltée des grandes villes, où la vie est difficile. Et où, de plus, le coût, pour la collectivité, de l'installation de nouveaux résidents est prohibitif en raison du prix des terrains et de tous les équipements urbains.

Ainsi, déplacer la préfecture de Draguignan à Toulon va directe-

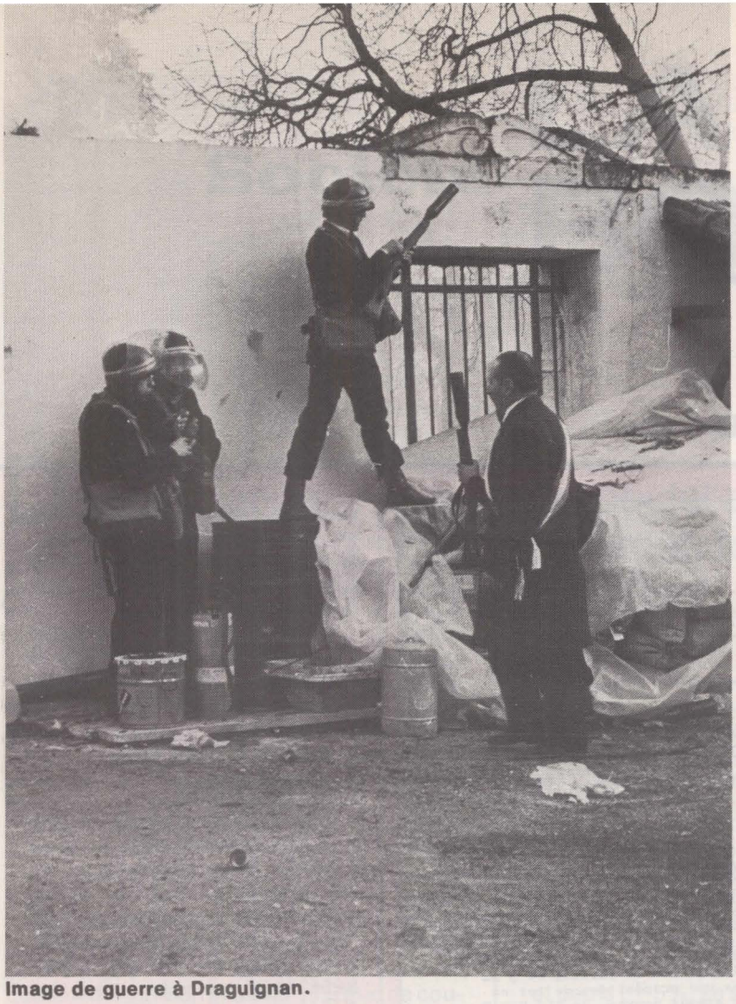


Image de guerre à Draguignan.

ment à l'encontre des principes essentiels d'une politique d'aménagement du Territoire telle que le gouvernement lui-même l'a définie et l'applique partout ailleurs. D'autre part, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, l'évolution démographique du Var, qui est indissociable de son développement économique, déplace graduellement son centre de gravité vers le centre et l'est varois, et Draguignan est le mieux placé pour guider cette évolution. C'est cette évidence que constatait le préfet du Var il y a quelques mois à peine, avant que le gouvernement ne l'obligeât à défendre la thèse exactement inverse : « Draguignan, disait-il alors, est la capitale administrative du Var. C'est un fait acquis. Personne ne remet la chose en question. Si toutefois cela devait être, le choix de Draguignan comme chef-lieu, j'en suis convaincu, serait à refaire. Ce serait casser l'équilibre du département que de ne pas choisir un lieu géométrique comme celui de Draguignan ».

De même, les arguments économiques invoqués par le gouvernement ne résistent pas à l'examen. Les coûts du transfert — on les évalue autour de 400 millions de francs — excèdent de beaucoup les avantages qu'en peut retirer la collectivité, nuls ou même négatifs. Les besoins du Var en équipements de tout genre et en investissements pour juguler la crise de l'emploi, qui atteint de plein fouet le département, sont si élevés et si urgents qu'il est révoltant pour les élus et les populations qu'ils représentent de voir des sommes importantes gaspillées alors qu'elles seraient si nécessaires partout ailleurs.

Enfin les arguments administratifs ne pèsent pas plus lourd. Toulon n'est défavorisée en rien par le statu quo. D'ailleurs Toulon ne réclamait rien. Toulon, ville déjà sursaturée, géographiquement engoncée entre les Maures et la mer, n'a rien à gagner à l'arrivée de la préfecture, sinon des problèmes supplémentaires de logement, d'équipement et d'infrastructures.

Les arguments présentés par le gouvernement ne sont donc pas ceux qui ont dicté sa décision. En effet, ce sont de mauvais prétextes et un examen objectif l'aurait conduit exactement à ces mêmes conclusions. De quoi s'agit-il donc ? De soustraire le préfet et l'administration préfectorale à l'influence d'un environnement que l'actuel gouvernement juge politiquement pernicieux, et de les placer dans un environnement jugé plus propice qui se trouve du même coup conforté. C'est une mesure de circonstance, une mesure de pure opportunité politique.

On descend ainsi brutalement des hauteurs éthérées de l'intérêt général, où le gouvernement avait feint de situer le débat, pour tomber d'un coup au niveau le plus bas du calcul le plus sordide. « J'ai agi dans l'intérêt du Var », a osé dire, contre les élus du Var, le Premier ministre. En fait, il s'est livré au plus cynique règlement de comptes.

Depuis quelques années, l'Etat U.d.r. avait cherché à contrecarrer



Jacques Chirac.

l'action très énergique menée par le Conseil général du Var sous l'impulsion de son président, le sénateur maire de Draguignan et Premier secrétaire de la fédération socialiste du Var, Soldani. La lutte était âpre, tant sur le plan administratif que sur le plan électoral. Il y a deux ans, le gouvernement avait tenté, par le biais d'un « schéma d'aménagement », d'imposer ses vues et d'enfermer le département dans un véritable carcan surbordonnant toute expansion à des décisions venues de Paris. Le schéma fut rejeté à l'unanimité. Un peu plus tard, un redécoupage électoral fit entrer de nouveaux représentants de la majorité au Conseil général avec mission d'« abattre Soldani », ennemi public numéro un. Peine perdue. C'est alors que les représentants sur place de la majorité imaginèrent un ingénieux scénario. Les préfets, selon eux, n'étaient pas suffisamment « à leur botte », parce que trop perméables à l'influence persuasive du sénateur maire et à sa forte « présence ». Et Poniatowski ne se gêne pas pour dire en privé, renonçant à camoufler l'opération, qu'il s'agit bel et bien de mettre fin au « règne » de Soldani et donc à travers lui de la majorité du Conseil général dont il exprime fidèlement les options. On lui infligerait la première défaite de sa carrière, un coup fatal, en décapitant sa ville. Même assidûment sollicités, ni les deux Empires, ni la monarchie, ni Vichy, ni le général de Gaulle n'avaient voulu enlever la préfecture de Draguignan pour la mettre à Toulon. Mais Chirac et Poniatowski ne se sont pas embarrassés de scrupules. Du même coup, le maire de Toulon, un « centriste d'opposition » fraîchement rallié, devait voir son étoile politique pâlissante scintiller à nouveau. Ce serait bien le diable si Soldani diminué n'était pas bientôt éliminé de la présidence du Conseil général, et si une nouvelle dynamique politique n'était pas mise en marche qui ferait définitivement basculer le département « du bon côté ».

Qu'importe si pour atteindre cette noble ambition la volonté des élus locaux est bafouée, une ville entière est meurtrie, des milliers de citoyens souffrent dans leurs personnes et dans leurs biens, violence est faite à la vocation de la plus grande partie du département et le gouvernement renie sa propre politique d'aménagement du Territoire. Soldani vaut bien une messe !

Mais, comme un boomerang, cette médiocre machination pourrait se retourner contre ceux qui, dans l'ombre, l'ont ourdie.

C'est que des principes fondamentaux sont en jeu. Dès aujourd'hui dans le Var et au niveau de la région, demain peut-être au niveau national, on en a pris conscience. Déjà, la Constitution de 1958 prévoit que les « collectivités locales s'administrent librement ». Est-ce compatible avec le pouvoir discrétionnaire du gouvernement agissant à travers ses préfets ? Comme l'a dit à Draguignan François Mitterrand, venu avec Gaston Defferre soutenir l'action des Varois, il faudra bien un jour que les départements s'administrent eux-mêmes — comme dans la plupart des démocraties occidentales.

Des citoyens, des hommes libres peuvent-ils accepter sans se rebeller des décisions arbitraires, contraires à l'intérêt général tel qu'ils le ressentent au plus profond d'eux-mêmes et tel que l'expriment leurs représentants élus, dépositaires de la souveraineté populaire ?

Les Varois, dans leur majorité, ne le pensent pas. Ils savaient dès l'origine qu'ils avaient affaire à un adversaire résolu, disposant de la toute-puissance de l'appareil de l'Etat. Mais ils ne sont pas laissé intimider. Ils estiment qu'ils ont le bon droit pour eux. C'est pourquoi ils s'organisent pour résister. Mais ils savent qu'ils ne peuvent gagner ce long et dur combat, sans précédent, qu'avec la compréhension et le soutien du plus grand nombre. Ils font donc appel à la solidarité des démocrates.

changer la vie politique

LA DEMISSION DU « BELFORTICHE »

La démission de Jean Bailly de son poste de maire de Belfort fait couler beaucoup d'encre. Depuis plusieurs semaines, des rumeurs couraient la ville concernant ce que les postes périphériques ont tout crûment appelé une « affaire de pots-de-vin ».

Le curieux, dans tout cela, c'est l'origine de ces rumeurs : les milieux gouvernementaux eux-mêmes. La démission de celui que « le Canard Enchaîné » avait baptisé le « Belfortiche » tant il cumula de postes : ministre, député, sénateur, maire de Belfort, président du Conseil général, etc., accrédite à coup sûr les rumeurs dans l'esprit de la population : à Belfort comme en bien d'autres villes la concurrence entre les grandes surfaces a été vive. Dans ces batailles de requins tous les moyens sont bons...

La Fédération de Belfort du Parti socialiste (1 200 adhérents pour 120 000 habitants) a demandé des explications et, si les faits incriminés s'avèrent exacts, la démission de tout le Conseil municipal.

Il semble, en effet, qu'après avoir été battu aux élections législatives par Raymond Fourni dans la circonscription de Belfort-campagne, Jean Bailly soit apparu, à la nouvelle majorité, comme un « homme fini », surtout dès lors qu'il ne se révélait pas un giscardien enthousiaste...

La Fédération socialiste, les deux députés Jean-Pierre Chevènement et Raymond Fourni, Emile Gehant au nom du groupe socialiste au Conseil général, ont d'avance refusé que « l'affaire » se règle en comité secret. D'autant que, dit-on, certains conseillers feraient l'objet d'informations judiciaires sur leurs activités professionnelles.

La population belfortaine exige la vérité. Les socialistes, depuis deux ans, mènent une campagne active sur les problèmes d'urbanisation de l'agglomération Belfort-Montbéliard (300 000 habitants) et sur l'aménagement du centre-ville (20 hectares de terrains militaires). La démocratie est le seul moyen d'en finir avec la corruption. Le P.s. entend mener cette campagne jusqu'au bout. Il y a à Belfort de belles batailles en perspective...

LE CAS BERGERON

Devant les prises de position de plusieurs Fédérations demandant des sanctions contre André Bergeron, le Bureau exécutif du P.s. avait, la semaine dernière, publié un communiqué approuvant expressément la déclaration faite à ce sujet par François Mitterrand lors de sa conférence de presse du 3 décembre. Une circulaire vient d'être adressée à tous les secrétaires de section qui, d'une part, constate avec regret la persistance de divergences politiques et stratégiques entre le P.s. et la confédération Force ouvrière et, d'autre part, souligne que le P.s. s'interdit de donner des directives à ses militants engagés dans les syndicats ou de les sanctionner pour les positions qu'ils expriment au nom de leur organisation syndicale.

Le texte de cette circulaire a été adopté à l'unanimité par la commission des résolutions siégeant dimanche à la Convention nationale.

ASSEMBLÉE NATIONALE

ANDRÉ ROSSI
MAIRE DE CHÉZY-SUR-MARNE
CONSEILLER GÉNÉRAL DE CHARLY-SUR-MARNE
DÉPUTÉ DE L'AISNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ · ÉGALITÉ · FRATERNITÉ

PARIS LE 10 Octobre 1968

UNION DES JOURNALISTES DE LA TÉLÉVISION U.J.T.

Monsieur François LONCLE
Secrétaire Général de l'Union des
Journalistes de Télévision
22, rue de Chaillot
PARIS (16e)

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai bien reçu votre lettre m'informant de la constitution de l'Union des Journalistes de la Télévision.

Particulièrement attaché aux problèmes de l'objectivité des journaux télévisés et parlés, et j'ai d'ailleurs déposé en ce sens une proposition de loi en juillet dernier en vue d'un statut nouveau de l'O.R.T.F., j'apprécie beaucoup cette action et me permets de vous adresser, sous ce pli, ma modeste participation.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée.

SOUVENT ROSSI VARIE...

Octobre 1968 : l'O.r.t.f. vient de chasser 70 journalistes pour fait de grève. L'Union des journalistes de télévision (U.j.t.), intersyndicale des journalistes (président : Maurice Séveno, secrétaire général : François Loncle), fait appel à la solidarité contre la répression. A l'exemple de nombreux responsables politiques de l'opposition, André Rossi, député P.d.m. de l'Aisne, adhère à l'action de l'U.j.t. pour la défense de l'objectivité. Sans hésiter, et avec sa « modeste participation ».

Décembre 1974 : l'ancien député de l'opposition rallié au régime est devenu porte-parole du gouvernement Chirac. Chargé de la liquidation de l'Office, il organise à son tour la répression : plus de 200 journalistes licenciés. Toujours au nom de « l'objectivité des journaux télévisés et parlés » à laquelle il demeure « particulièrement attaché ». La voilà bien, la continuité dans le changement, version Rossi...

LA MATRAQUE ORDINAIRE

A la fin des incidents de Draguignan (voir en page 8 de ce numéro), deux journalistes ont été malmenés par les C.r.s., alors même que les échauffourées étaient terminées. Décidément, cela devient une habitude : le 30 novembre, déjà, des policiers avaient jeté dans un car le photographe Christian Weiss, alors en reportage sur les manifestations anti-Springboks auprès du Parc des princes à Paris. Weiss a vu ses pellicules, son brassard de presse et ses notes lui être arrachées, avant qu'on l'insulte et qu'on le frappe pendant, estime-t-il, dix minutes. Il a, on s'en doute, porté plainte.

LA POLICE GROGNE

La Fédération autonome des syndicats de police (Fasp), dirigée par Gérard Monate, constate que les revendications des policiers demeurent totalement insatisfaites. Elle dénonce aussi les conditions de travail et de mutations de ces fonctionnaires à part que sont les policiers. Certains d'entre eux ont d'ailleurs l'impression justifiée que s'ils avaient le droit de grève, on les prendrait moins à la légère. Une pétition rédigée par le F.a.s.p. et signée par des délégations de policiers a été déposée mercredi au ministère de l'Intérieur. De son côté, la fédération C.f.d.t. de la police, après avoir adressé un mémoire à Michel Poniatowski dénonçant la situation tant morale que matérielle des policiers, devait également s'associer aux deux journées revendicatives que les gardiens de la paix parisiens ont organisées mardi et mercredi. Quant aux C.r.s., des actions revendicatives commencent à ce dessiner dans les compagnies.

Société

LA PETITE BOUFFE

Du poulet plutot que du bifteck, des œufs de préférence au foie de veau, les ménagères françaises modifient le contenu de leur panier. La petite bouffe est à l'ordre du jour.

Dis-moi ce que tu manges et je te dirai dans quelle société tu vis. Il faut traduire ainsi : dans les pays où le niveau de vie est ascendant, la part du budget réservée aux biens alimentaires diminue. Mais, en période de crise économique, peut-on affirmer, comme c'est le cas chez nous, que la tendance constatée d'une forte modification dans le coefficient budgétaire de l'alimentation — qui passe de 37,3% en 1959 à 26,7 % en 1973, chiffres de l'Insee — signifie que les Français mangent moins, parce que « plus riches » ? Ou que les « habitudes » prises lorsque l'économie est forte facilitent les « restrictions » ? Ou encore que l'environnement est favorable à ce qu'on serre la ceinture d'un cran en vantant la mode fil de fer ? Faire l'apologie de la grande bouffe n'est certes pas une revendication ; seulement, si certains savourent le retour du pot-au-feu et la naturelle simplicité des repas économiques, là où il y a des enfants on consomme jambon et oeufs plus que de coutume. Et les personnes âgées se passent de viande.

« Vous pouvez dire que c'est dur. Il y a un malaise, c'est sûr... » Gérant d'un supermarché à Ivry, M. Sauzedde exprime une impression. Vague. Non mesurable. Mais réelle. « Ils achètent le nécessaire. »

La rue Amédée-Nuon, c'est quelques pavillons bousculés par des H.l.m. Des Français moyens y occupent des appartements aux loyers moyens. Le quartier sort de son ennui à la sortie des écoles. Les mères de famille rentrent. Pressées. C'est l'heure d'affluence dans le seul magasin du quartier.

Volailles + oeufs

En novembre, le panier de la ménagère — produit du chiffre d'affaires et du nombre de passages — était de 19,79 F, alors qu'il était, de 18 F l'année dernière à la même époque. En tenant compte des 12% d'augmentation sur les prix alimentaires, on peut penser soit que la ménagère a réduit le volume de ses achats, soit qu'elle donne sa préférence aux produits en réclame. Or, M. Sauzedde a remarqué que les « efforts » qui portent sur la diminution des prix de produits courants et de première nécessité accélèrent considérablement la vente de ces produits. Une douzaine d'oeufs à 4,45 F, 1,45 F le kg de pommes golden, des petits pois fins à 2,49 F ou encore la boîte de biscuits à 1,30 F, les ménagères achètent volontiers « prix punch ». Ou « prix coûtant ». Alors que les 5% de baisse sur les prix mis en place par le gouvernement n'ont eu qu'un succès des plus relatifs, on constate une discipline d'achat tendant à l'économie. Sans doute parce que le choix des produits fait par Jean-Pierre Fourcade ne correspondait pas, pour la plupart d'entre eux, aux « besoins » de tous.

Le syndicat de la boucherie constate une récession dans les ventes en général. Comme chaque année pendant la saison d'hiver, les quartiers arrière, « nobles », la viande à rôtir ou à griller, sont un peu délaissés ; mais les quartiers avant n'ont pas connu pour autant un boom saisonnier. La campagne viande hachée, à quoi correspond une augmentation des ventes de 5 à 6%, ne représente pas une part importante, puisque les habitudes vont au bifteck haché. En 1973, le Français a consommé 62,4 kg de viande ; en 1972, il en consommait 63 kg. Ce léger recul montrerait que volailles (+ 10%) et oeufs (+ 5%) se substituent partiellement à la viande. Le poulet coûte environ 6 F (premier prix), le bifteck près de 30 F le kilog. La progression du porc et la montée de la charcuterie, l'effondrement du veau (− 5 %) prouvent que la ménagère va à l'économie. « Il faudrait bien diminuer le prix de la viande à braiser et à bouillir, augmenter la viande à rôtir, on vendrait plus... » Idée de boucher. Mais c'est le facteur temps qui conditionne souvent les achats.

Que la consommation de volaille et d'oeufs prennent le pas sur celle de la viande, qu'on constate la progression des boissons non-alcoolisées, qu'on mange « épicé » et mette de l'eau dans son vin, la table n'est plus seulement un besoin nutritionnel. Elle sacrifie à la mode. Différente à la campagne ou à la ville. Chez l'ouvrier ou le cadre. Par tradition aussi. Chez les ruraux, la consommation de pain, de pâtes, de pommes de terre est plus importante que chez les citadins ; par contre, la consommation d'oranges ou de bananes y est inférieure de près de 50% à la consommation nationale.

Mais le constat véritable n'est pas tant que le budget alimentation ne soit plus que de 26% du budget des ménages en 1973, alors qu'il s'élevait à 37% en 1959 — et qu'une étude prospective l'établisse à 19% en 1985. C'est l'évolution, la mutation qui s'exerce à l'intérieur des produits alimentaires eux-mêmes. Notamment la substitution des produits frais ou transformés par rapport à l'épicerie sèche. Servir des produits hors saison, préparer une table campagnarde ou exotique, acheter diététique ou naturel, c'est assurer le succès du surgelé, des vins de pays, des cocktails préparés, de la crèmerie à 0% de matières grasses, la montée de la charcuterie, des conserves, ou encore du pain braisé. C'est prévoir la stagnation dans la vente des légumes secs et des corps gras.

La crise économique remet-elle en cause cette tendance ? Une étude de février 1974 de la Fédération nationale des coopératives portant sur les conséquences de la « crise du pétrole » sur le budget familial de leurs sociétaires, montrait que 9 consommateurs sur 10 étaient sensibles à une réduction de leur pouvoir d'achat, dont 4 qui se déclaraient touchés « très fortement ou fortement » ; sept consommateurs sur 10 ne modifiaient pas leurs achats alimentaires, mais 16% ont été amenés à les limiter. Pour les mois à venir, les consommateurs comptaient réduire leur budget alimentation de 16,15%.

En l'absence d'études qui portent sur l'automne 1974 on ne peut affirmer qu'il y ait effectivement baisse de la consommation alimentaire. Pourtant, l'impression sérieuse reste la modification dans les habitudes de cette consommation alimentaire. C'est aussi que la population, loin d'être homogène achète, selon ses moyens. Et que ce qui fait des statistiques nationales — une moyenne — ne reflète pas la vérité d'achat dans les quartiers populaires, ou encore chez les ruraux ou bien chez les personnes âgées. D'autre part, la diminution du budget réservé aux biens alimentaires dans une économie capitaliste s'expliquait par ce que le secteur de l'alimentation avait gardé d'artisanal. Aujourd'hui, la venue sur le marché de groupes financiers va contribuer à accélérer la mutation. A budget égal ou inférieur, on achètera moins. En tout cas différemment.

JOSETTE BARBIERI

Editions Sociales

Une collection en prise directe avec l'actualité



Michel CARDOZE
Jean LE LAGADEC
49 % : naissance d'une majorité

Alvaro CUNHAL
Portugal
l'aube de la liberté

Joe METZGER
Pour la science

Louisette BLANQUART
Femmes, l'âge politique

(Chaque volume : **12,00 F**

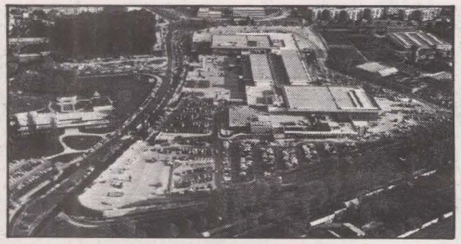
en vente toutes librairies

La meilleure image du commerce régional

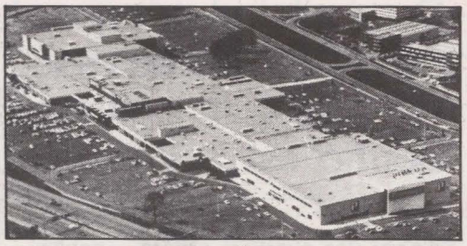
CHRISTIAN CHASSIN

La Société des Centres Commerciaux

a déjà construit ou réalise actuellement 8 centres commerciaux :



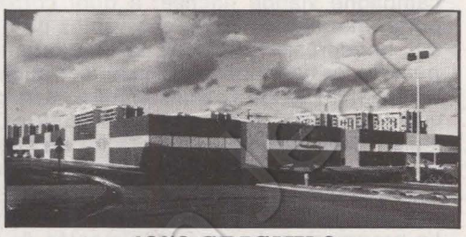
1969 PARLY 2
Surface commerciale GLA : 55.000 m2
107 magasins - Le Printemps et le B.H.V. - Prisunic et Suma



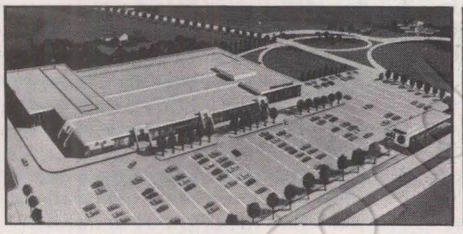
1972 VÉLIZY 2
Surface commerciale GLA : 75.000 m2
145 magasins - Le Printemps et La Samaritaine Prisunic, Suma et C & A



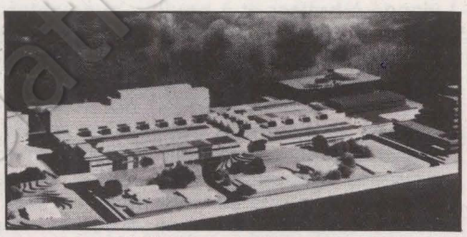
1973 ROSNY 2
Surface commerciale GLA : 83.000 m2
166 magasins - La Samaritaine et B.H.V. - La Redoute, C & A, Casino et Prisunic



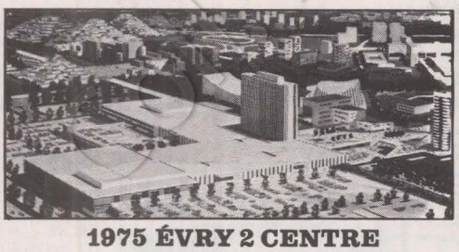
1973 GRIGNY 2
Surface commerciale GLA : 12.000 m2
26 magasins - Hypermarché Goulet Turpin



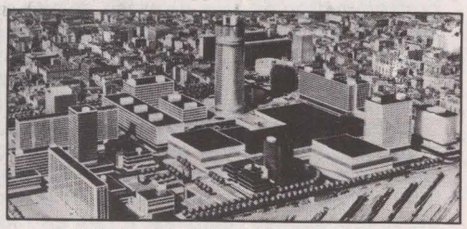
1973 ULIS 2
Surface commerciale GLA : 42.235 m2
65 magasins - Carrefour



1974 BOBIGNY 2 :
Surface commerciale GLA : 25.600 m2
56 magasins - Hypermarché Mammouth



1975 ÉVRY 2 CENTRE
Surface commerciale GLA : 71.000 m2
140 magasins - Nouvelles Galeries, Euromarché et Primevère



1975 La PART-DIEU à Lyon
Surface commerciale GLA: 110.000 m2
250 magasins - Galeries Lafayette et le Grand Passage - Uniprix, C & A et Marks & Spencer

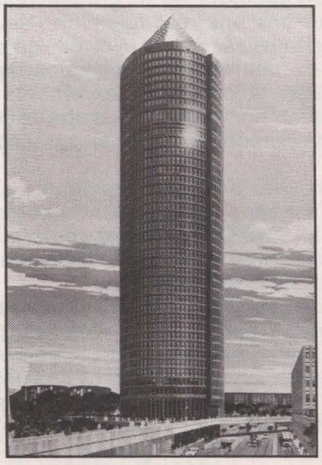
Également en cours d'étude :
BOISSY 2 : Surface commerciale GLA : 27.700 m2
et **ROUEN SAINT-SEVER :** Surface commerciale GLA : 44.000 m2

Ces dix centres totalisent 545.535 m2

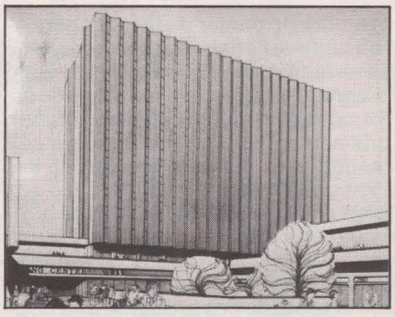
En pleine expansion elle diversifie ses activités en construisant également des bureaux, hôtels et dépôts :



ROSNY 2 : 25.000 m2
Livraison printemps 1975



La PART-DIEU (Lyon) **:**
40.500 m2 et le 25e hôtel Frantel
Livraison fin 1975



ÉVRY 2 CENTRE : 12.000 m2
Livraison printemps 1975

Également construction de 10.000 m2 de bureaux et d'un hôtel à Rouen Saint-Sever livrables début 1976

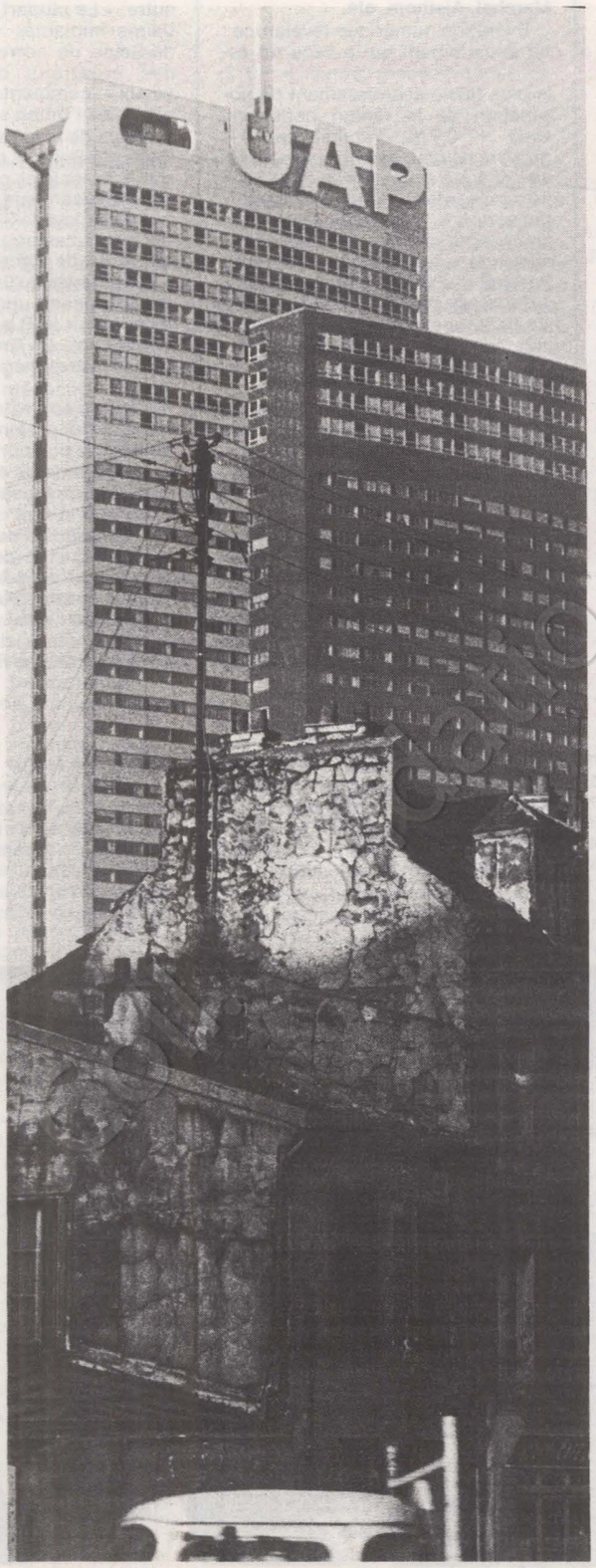
Renseignements pour la location des magasins et des bureaux :

SCC

Société des Centres Commerciaux
22, place Vendôme 75001 Paris Tél. 260.32.56

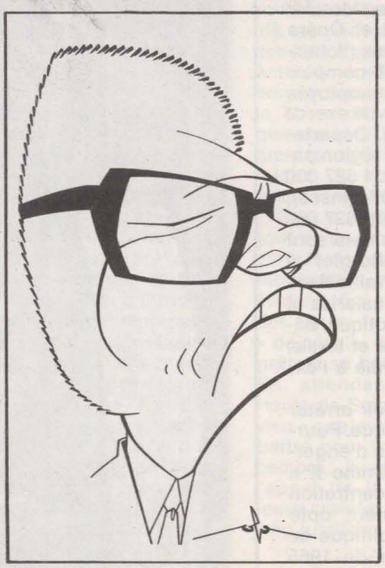
L'unité
DES HAUTS-DE-SEINE

13 Décembre 1974









Parti Socialiste

Emploi

627 000 travailleurs inquiets



Vaste concentration industrielle, le département des Hauts-de-Seine, qui s'arrondit sur la moitié périphérique ouest de Paris, ressent plus qu'aucun autre les effets de la crise économique.

Victime, comme tous les départements dits « de petite couronne », de l'hypertrophie parisienne, il a d'abord connu un développement effréné. Gennevilliers, Colombes, Courbevoie, Clichy, Nanterre, Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux, autant de communes transformées en un complexe industriel ininterrompu. « Toutes les grandes marques automobiles : Renault, Peugeot, Citroën, General Motors, Ford possèdent des usines dans le département », recense Edmond Amiable, secrétaire général de l'Union départementale C.g.t. des Hauts-de-Seine. De même sont représentées toutes les entreprises que le programme commun envisage de nationaliser : entre autres, le groupe Dassault (3 700 employés de l'Electronique Marcel-Dassault à Saint-Cloud et 1 200 travailleurs de l'usine de fuselages à Boulogne) et le groupe I.t.t., avec les 5 000 salariés de sa filiale L.m.t. sur les quais de Seine à Boulogne-Billancourt. L'aéronautique constitue aussi un secteur important pour le département. Entre les centres de la Snias à Suresnes et Châtillon, les usines Dassault, les établissements Snecma de Bois-Colombes, Billancourt et Gennevilliers, les entreprises Messier Hispano, Air-équipement et Onéra Châtillon (plus axée sur les recherches spatiales), on peut compter qu'un travailleur sur trois employés dans cette branche d'activité exerce dans les Hauts-de-Seine. Département le plus peuplé de la région parisienne (après Paris) avec 1 527 000 habitants au 1er janvier 1974 (Insee), il compte à la même date 627 000 travailleurs, dont plus du tiers sont employés dans la métallurgie, et dont plus de la moitié travaille dans des entreprises de 1 000 salariés et plus. Métallurgie, aéronautique, bâtiment, industries chimique et textile, imprimeries, c'est la course à l'expansion.

Rien ne semblait pouvoir arrêter ce développement frénétique. Pourtant, dès 1960, des signes d'engorgement se font jour. Comme il a laissé s'opérer cette concentration excessive, le gouvernement opte brutalement pour une politique de décentralisation. A partir de 1965 commence alors pour tous les travailleurs de la région parisienne une période d'incertitude que la récession économique actuelle décuple encore.

Le bilan de ces options contradictoires s'est vite révélé très lourd dans les Hauts-de-Seine. En 10 ans, 60 000 emplois industriels disparaissent, dont 10 000 pour la seule entreprise Renault. Chez les syndicalistes, on se souvient encore de toutes les sociétés aéronautiques, mécaniques et électriques qui occupaient les bords de Seine, il y a de cela 10 ou 15 ans. Soumises aux impératifs de restructuration économique, elles ont souvent fusionné avec d'autres entreprises, laissant immanquablement des centaines de licenciés derrière elles : ainsi les Compteurs Schlumberger, après avoir absorbé les anciens Compteurs de Montrouge, ont-ils réduit leurs effectifs de 4 000 à 3 000 salariés au cours des 5 dernières années. Plus simplement encore, beaucoup d'entreprises ont fermé leurs portes.

Ainsi partaient au cours des 5 dernières années, la société Krieg et Zivy, fabrique de tôles perforées et de tubes métalliques, supprimant 1 200 emplois. Les suivaient, entre autres, les laboratoires Coty, Substancia, Ciba-Geigy, les entreprises Marchal, Alsthom, etc.

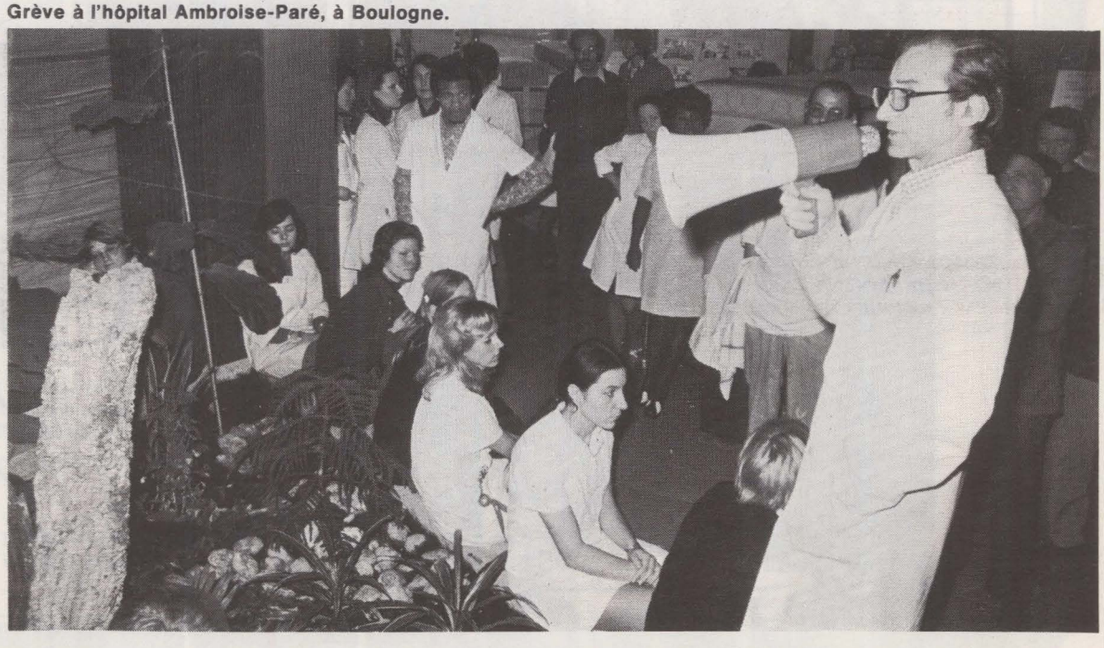
Evolution numérique révélatrice : ce département qui a vécu un essor sans précédent connaît, en 1972, le plus faible accroissement de population de la région parisienne avec + 0,7 %. Parallèlement, le nombre de nouveaux emplois se réduit chaque année. Déjà, en 1969, il ne représentait plus qu'une augmentation de 5,6 % par rapport à l'année précédente. Ce pourcentage diminue encore, jusqu'à devenir négatif. Passant d'une population active de 622 605 en 1971 à 617 324 salariés en 1972, le département enregistre une régression d'effectifs de 0,8 %. Bien sûr, pour cacher ce déficit, l'administration met en avant la création de 2 064 postes féminins. Mais ils n'arrivent pas à compenser la suppression de plus de 7 300 emplois masculins. De la même façon, les pouvoirs publics lancent une grande opération « secteur tertiaire », fondée sur la mise en service des bureaux de La Défense. A les entendre, cet ensemble de buildings doit devenir les Champs-Elysées de l'an 2000 et fournira du travail à 100 000 employés : de quoi compenser largement, à leurs dires, les effets de la décentralisation industrielle.

Alors que le stade de 36 000 employés est atteint, plusieurs constatations s'imposent. D'abord, la création d'emplois tertiaires ne compense pas la diminution des emplois secondaires : en 1972, 5 377 postes de bureau ne font pas le poids face aux 10 548 emplois industriels supprimés. De toute façon, même en supposant que sur le papier les chiffres concordent, la réalité est toute autre. « La plupart des emplois tertiaires implantés dans les Hauts-de-Seine ne correspondent pas à des créations d'emplois nouveaux », commente Alphonse Amoniaux, de l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie C.g.t. des Hauts-de-Seine. Le plus souvent, il s'agit de sociétés parisiennes qui se décentralisent sur La Défense avec leurs employés ».

C'est le cas pour l'Union des assurances de Paris, qui a transféré 1 400 salariés du 9e arrondissement de Paris dans une tour de La Défense, pour la B.p., les Assurances Winterthur, le Crédit lyonnais et bien d'autres sièges sociaux d'entreprises.

Dans ce contexte, mieux que tout autre, le département des Hauts-de-Seine a pu appréhender l'arrivée d'une période de récession économique. Tous les signes avant-coureurs d'une crise profonde étaient déjà là. Pour la seule année 1972, l'industrie de transformation des métaux perd 1 000 emplois. Le secteur automobile accuse un fléchissement : près de 2 500 postes sont supprimés dans ce secteur, tandis que l'usine Ford décentralise son département automobile. En même temps, à Boulogne, 400 emplois s'évaporent chez des sous-traitants. Certains secteurs de l'industrie chimique sont également touchés et 1 046 emplois disparaissent dans les usines de transformation du caoutchouc et des matières plastiques. « Quand le bâtiment va, tout va » : ce seul proverbe aurait dû faire prendre au sérieux les 4 000 suppressions d'emplois dans ce

Grève à l'hôpital Ambroise-Paré, à Boulogne.



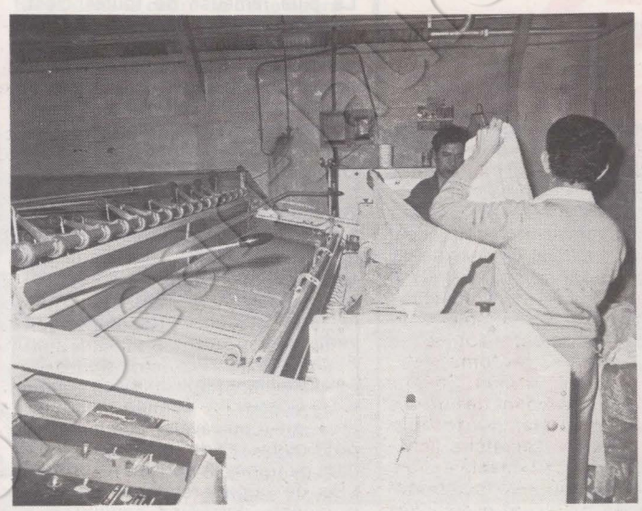
Eau polluée : blanchisseries en voie de disparition

Le département des Hauts-de-Seine est traditionnellement réputé pour ses blanchisseries. C'est à cause de la qualité extrêmement pure d'une nappe phréatique que cette branche d'activité avait acquis sa renommée. Bien que plusieurs petites blanchisseries demeurent sur Boulogne — la plus importante de loin étant celle de Grenelle (un millier de salariés) à Issy-les-Moulineaux — ce secteur est en régression.

Tout d'abord parce que la nappe phréatique polluée ne possède plus ses vertus nettoyantes. Ensuite, alimentée qu'elle est par les eaux de ruissellement, le boulevard périphérique a modifié considérablement sa structure. Il faut maintenant puiser à 20 mètres, quand on la trouvait à 4 mètres, il y a quelques années. L'existence de ces entreprises se trouve donc menacée.

Dernière caractéristique de la blanchisserie de Grenelle : elle ne déclare pas un seul accident du travail, ni une maladie professionnelle par an.

Deux hypothèses s'imposent : ou bien cette entreprise a trouvé l'organisation miracle qui protège les travailleurs. Dans ce cas, il faut qu'elle en fasse profiter toute l'industrie française. Ou bien elle camoufle les accidents et maladies professionnelles, ce qui semble plus vraisemblable, vu l'état de certains de ses salariés à leur arrivée à l'hôpital Ambroise-Paré, après des intoxications par émanations gazeuses par exemple. Dans ce cas, c'est une fraude grave envers la législation du travail. La direction de cet établissement devrait pourtant savoir que ce genre d'informations arrivent toujours aux syndicats et aux partis de gauche, même quand la grosse majorité des employés est constituée de femmes et de travailleurs immigrés.



domaine en 1972. Mais rien n'y fait et les syndicats continuent de parler dans le désert. Pourtant, ils ont déjà recensé 58 cas de licenciements collectifs au cours de l'année. De fait, l'évolution de la situation de l'emploi (73 cas de licenciements collectifs pour 1973 et plus de 80 pour 1974) leur donne raison. D'année en année, elle s'aggrave.

Pour les unions départementales C.g.t. et C.f.d.t. et pour les partis de gauche, la litanie des fermetures est la même, lourdes de conséquences pour une majorité de travailleurs dont le salaire ne dépasse pas 1 700 F par mois. Ainsi, le nombre des entreprises métallurgiques qui ferment passe de 84 pour l'année 1972-1973 à 110 pour l'année suivante. « Au total, pour l'ensemble des industries, constate Alphonse Amoniaux de la C.g.t., ce sont 250 entreprises industrielles qui ferment de juin 1973 à juin 1974. Durant la même période, l'aéronautique va perdre près de 3 600 emplois, avec la fermeture de la Snias à Courbevoie (un millier d'emplois), la suppression de 120 postes à la Snecma de Billancourt (menacée dans l'avenir d'une fermeture totale) et la diminution de 1 200 à 900 des effectifs de l'usine D.b.a.-Airéquipement à Asnières ». André Courtois, secrétaire de l'Union départementale C.f.d.t., lui aussi, fait les comptes : « A Boulogne, la société I.t.t.-Claude a fermé ses derniers bureaux début 1974, supprimant un millier d'emplois. Le secteur de l'imprimerie, bien implanté dans les Hauts-de-Seine, voit aussi se réduire son activité comme une peau de chagrin ».

« Depuis le retour des congés de l'été dernier, constate Philippe Bassinet, membre du Secrétariat du P.s. des Hauts-de-Seine, le rythme des fermetures s'est encore accéléré. Entre le 1er juillet et la fin octobre, nous avons recensé la suppression de près de 8 000 emplois dans le département. Seulement chez Citroën. 2 000 postes ont disparu depuis juillet dernier ».

Mais la situation de l'emploi dans les Hauts-de-Seine est surtout révélatrice d'une nouvelle attitude du patronat face à la récession. « Malgré toutes les suppressions d'emplois, constate André Courtois, C.f.d.t., nous ne nous sommes pas encore trouvés face à une grosse boîte licenciant d'un coup 1 000 ou 2 000 salariés. Le patronat procède désormais par petites touches, en permanence. Ainsi, la Thomson-C.s.f. qui emploie plus de 11 000 salariés : nos adhérents nous apprennent qu'un peu partout, les directions incitent les employés à partir, dans une filiale de province. Souvent, il y a même une prime à toucher. Ailleurs, on fait valoir aux travailleurs les avantages qu'ils tireraient d'un stage de formation permanente. Tout ce qui divise et isole les salariés fait l'affaire du patronat. Il aura moins de mal par la suite à les licencier, ou plutôt à les « reclasser », même avec une perte de salaire énorme. »

Le non-renouvellement des départs constitue également une méthode classique de dégraissage des effectifs. Tout comme la mise en retraite anticipée, en vigueur chez Renault à partir de 62 ans depuis 1971. Le patronat recourt aussi volontiers aux réductions d'horaires sans compensation de salaire (comme chez General Motors à Gennevilliers) ou bien au chômage technique : Renault chômera 4 jours à la fin de l'année.

Catégories particulièrement visées par cette mise au chômage insensible et permanente : les travailleurs immigrés. Il suffit de ne plus prolonger leur contrat de travail. Citroën s'illustre dans cette pratique en refusant de délivrer des certificats de travail supérieurs à 6 mois. Les femmes également représentent une catégorie de travailleurs sous-qualifiés, particulièrement vulnérable. Leur progression comme allocataires des Assedic prouve que le chômage les frappe plus que d'autres : de 39,8 % des allocataires en 1971, elles sont passées à 46,5 % en 1973 dans les Hauts-de-Seine. Enfin, dernière cible facile pour le patronat, vu son inexpérience : les jeunes. Dans les Hauts-de-Seine, de la fin octobre 1973 à la fin octobre 1974, le nombre des jeunes bénéficiant de l'allocation sociale a augmenté de 57,5 % pour la tranche d'âge de 20 à 24 ans, et de 47,3 % pour les 25-29 ans : des chiffres édifiants, comparés à la croissance déjà importante de 22,6 % de l'ensemble des allocataires Assedic sur le département.

Contre cette politique, les travailleurs ont participé à un certain nombre de mouvements revendicatifs, souvent avec l'appui des sections du P.s. et de toute la gauche. Actions traditionnelles ou débrayages plus originaux, comme à la Thomson, où les avantages acquis sur la grille des salaires constituent la meilleure parade à toute politique de licenciement, dans un premier temps.

Que la crainte du chômage, surtout en ce moment, pèse très lourd dans la décision de participer à un mouvement revendicatif demeure évident. En attendant, le patronat des Hauts-de-Seine a pu constater « de visu » que les salariés sont prêts à se battre pour leur emploi. En attendant, le patronat des Hauts-de-Seine a pu constater « de visu » que les salariés sont prêts à se battre pour leur emploi. Le 12 décembre, ils étaient nombreux, à l'appel de la C.g.t., à manifester leurs craintes et leur colère, hélas, trop justifiées.

CHRISTINE COTTIN



Les tours du profit

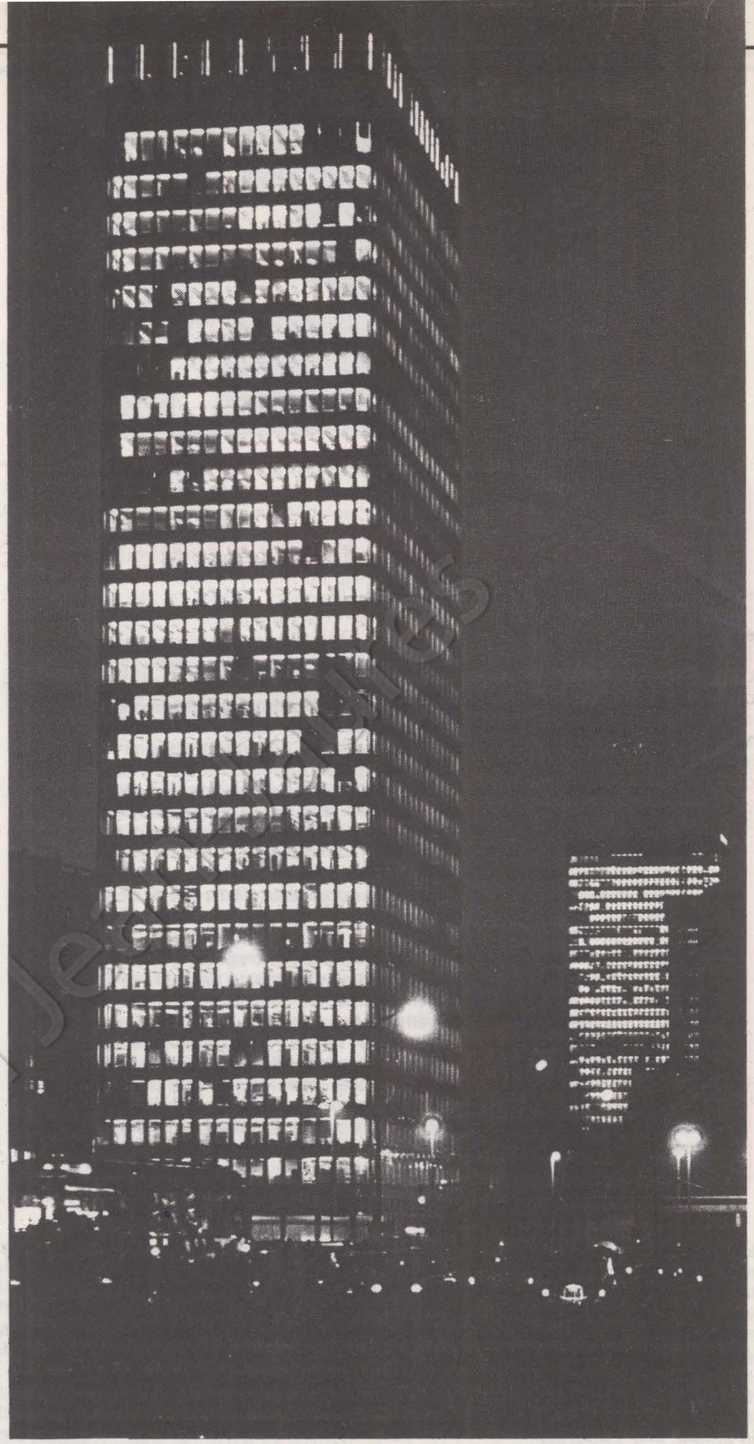
Habitants et entreprises expropriés, pavillons rasés, immeubles détruits, terrains éventrés, rues et trottoirs recouverts de boue par le passage incessant d'énormes camions, grues tournoyant en tous sens au-dessus d'immeubles champignons : voilà l'aspect de la plupart des communes des Hauts-de-Seine, en pleine rénovation. Elles font peau neuve, en quelque sorte. Loin d'être inutiles, tant certains quartiers étaient devenus insalubres et vétustes, ces opérations d'urbanisme ne sont pas sans inquiéter la population. Plus que jamais, les habitants ont besoin de comprendre ce qui se prépare. Concernés au premier chef, ils souhaitent aussi donner leur avis et qu'ils soient entendu. Foin de la « science » des technocrates, pensent-ils, et place à nos problèmes quotidiens, tellement négligés par les projets des promoteurs et des banques qui les soutiennent.

Ces besoins réels en matière d'habitat, quels sont-ils dans les Hauts-de-Seine ? Le dernier recensement de l'Insee, en 1968, faisait apparaître que plus de 200 000 familles y habitaient des logements surpeuplés. Dans le secteur ancien, 6 % des logements n'avaient pas l'eau, 70 % ne possédaient ni baignoire ni douche et 48 % avaient des W.c. communs. L'effort à fournir apparaissait donc important. Sans même parler du développement des besoins et de l'accroissement de la population : 28 614 demandeurs étaient officiellement inscrits en 1971, dont 18 000 relevaient du secteur H.l.m.

Quelle réponse y a été apportée ? La plus fameuse de toutes c'est, bien entendu, la Défense. Opération de prestige et d'envergure, la rénovation du quartier de la Défense, à cheval sur Puteaux, Courbevoie et Nanterre, a été contrôlée et coordonnée par l'Epad (Etablissement public pour l'aménagement de la Défense). Elle a mis en jeu des sommes énormes. La Cour des comptes a constaté qu'en 1973 le montant global des dépenses engagées avoisinait les 4 milliards de francs (pour 571 millions d'investissements prévus, en 1961) ; alors que les recettes totales procurées par la vente des droits de construction n'atteignaient pas 2,4 milliards. Ainsi Philippe Madelin, dans son livre « Dossier I... comme immobilier », a-t-il pu révéler que le déficit de l'Epad serait de l'ordre de 1,5 milliard de francs. A quoi les responsables de l'Epad répondent qu'une opération doit être équilibrée à terme et qu'ils ont bon espoir d'y parvenir.

Il est certain qu'en modifiant le projet initial et en augmentant de 800 000 m2 à 1 500 000 m2 la surface de bureaux construits, on peut rattraper la sous-évaluation manifeste des investissements prévus à l'origine. Mais cette surdensification, même si l'on reste encore loin du coefficient maximum d'occupation des sols autorisé, n'est-elle pas dommageable ne serait-ce que d'un point de vue esthétique ?

Ce n'est d'ailleurs pas là son seul inconvénient. Cent mille emplois sont prévus à la Défense. En conséquence, il faudra loger beaucoup de monde dans les environs. Or l'Epad ne créera que 6 000 logements, dont un tiers de H.l.m. Aussi les promoteurs alléchés construisent-ils à tour de bras, en particulier sur Puteaux, Courbevoie de même que sur Boulogne. Avides de terrains, ils ont provoqué le départ de nombreuses entreprises, invitées à aller s'établir en province ou dans les villes nouvelles. Elles y ont tout intérêt : elles cèdent leur terrain à bon prix et bénéficient ainsi d'aides de l'Etat pour se réinstaller en province où elles trouvent une main-d'œuvre moins chère. Résultat : 10 000 emplois industriels disparaissent chaque année dans le département. Avec les particuliers, les promoteurs prennent moins de gants, allant parfois — par hommes de main interposés — jusqu'à la menace de procès, par-



La Défense.



Une des nombreuses résidences luxueuses des Hauts-de-Seine : Le Parc de Béarn (le ministre des Finances habite au n° 8.)

ticulièrement efficace sur les personnes démunies. Et si parfois un suicide se produit, personne ne se sent responsable.

Une fois qu'elles ont obtenu leurs terrains, les sociétés immobilières — filiales de banques comme Suez et Paribas — n'ont plus qu'un souci : faire un maximum de profits. C'est alors la flambée des prix, comme dans l'immeuble Le France, près de la Défense, où les premiers appartements avoisinent 400 000 francs. Ainsi, sauf dans les municipalités de gauche, les opérations de rénovation ne réalisent-elles qu'un nombre dérisoire de logements H.l.m., sans rapport avec les besoins réels. Et ce n'est pas l'Office départemental H.l.m., créé le 21 décembre 1967, qui permettra de remédier à ce manque criant. « En sept années et bien qu'il ait déjà perçu 6 millions de francs pour sa gestion, il n'a pas encore réalisé un seul logement, constate la Confédération nationale du logement (C.n.l., 14 rue d'Alsace à Levallois). Celle-ci, qui défend les intérêts des locataires, semble devenir la cible des municipalités de droite, depuis qu'à plusieurs reprises elle a fait baisser de plusieurs millions anciens des rappels de charge indûment réclamés dans certains ensembles, notamment à Villeneuve-la-Garenne.

Les conséquences politiques de la situation sont claires : faute de pouvoir se reloger dans les logements de standing et victime des fermetures d'entreprises, la population laborieuse a tendance à partir dans des banlieues encore plus éloignées. Cela explique l'évolution de certaines communes autrefois de gauche et passées aujourd'hui à droite, avec l'appui d'une nouvelle couche de population, beaucoup plus aisée.

On comprend mieux aussi le mépris affiché par le maire Républicain indépendant de Courbevoie, Charles Deprez, expliquant que « l'élaboration des projets est trop complexe pour que la population puisse être informée ». En agissant dans le secret, il est plus facile de prendre la population par surprise et d'éviter les remous « fâcheux ». Ce n'est certainement pas l'opinion des socialistes, comme le prouve Robert Pontillon, maire de Suresnes, qui a associé la population à l'élaboration du projet de rénovation du vieux centre de la ville en commençant par le secteur Tête de Pont. Ce projet verra la réalisation de près de 2 000 logements dont la moitié de H.l.m. pour la plupart en location. Seuls 337 logements auront un financement privé. De plus, dans cette municipalité dont le taux d'équipement socio-culturel et sportif est le plus élevé du département, il est tout de même prévu de réaliser une Cité de l'enfance, comprenant crèche, jardin d'enfants, écoles pré-élémentaires et élémentaires dans le cadre de cette opération.

Dans un département comme les Hauts-de-Seine où les municipalités de la majorité sont les plus nombreuses, il apparaît ainsi que seule la lutte et l'organisation permettront à la population de défendre son droit au logement et aux équipements sociaux de base, droit aujourd'hui bafoué.

JEAN-LOUP REVERIER

Ce « spécial Hauts-de-Seine » est le premier d'une série de suppléments départementaux ou régionaux que « l'Unité » publiera périodiquement en liaison avec les Fédérations socialistes intéressées.



Distribution de tracts.

Le P.s. 92

La Fédération des Hauts-de-Seine, dont le secrétaire est Robert Pontillon, figure, par ses effectifs, dans les dix plus importantes du P.s. Elle enregistre à ce jour 2 650 adhérents contre 2 050 à la fin de 1973, soit une progression de 30 %, sans compter plusieurs centaines d'autres adhésions depuis les élections présidentielles et non encore comptabilisées.

La Fédération compte 49 sections, dont une dans chacune des communes du département, à l'exception de Marnes-la-Coquette, 12 sections d'entreprise (O.r.t.f., 4 à E.d.f., 2 à la C.s.f., Sema, Crédit lyonnais, Renault, Snias, B.p.) et 2 sections universitaires.

Les socialistes dirigent trois municipalités : Suresnes, Clichy et Châtenay-Malabry. Ils participent à dix autres municipalités d'union dirigées par des communistes : Bagneux, Châtillon-sous-Bagneux, Colombes, Gennevilliers, Levallois, Malakoff, Plessis-Robinson, Nanterre, Sèvres. Au total, 140 élus locaux socialistes dont deux, Robert Pontillon, maire de Suresnes, et Georges Levillain, maire de Clichy, siègent également au Conseil général.

Aux élections législatives de mars 1973, les meilleurs résultats socialistes ont été obtenus dans la circonscription de Meudon-Sèvres-Vaucresson par Henri Neuville, qui a obtenu 19,27 % des voix au premier tour et 48,63 % au second ; et dans la circonscription de Garches-Rueil, Saint-Cloud par Jacques Fournier, qui a recueilli 18,62 % des suffrages au premier tour et 44,97 % au second. Les candidats socialistes avaient très sensiblement progressé par rapport à 1968 dans toutes les circonscriptions du département à l'exception de celle de Neuilly-Puteaux.

Le 19 mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing n'a obtenu que 6 000 voix de majorité sur François Mitterrand dans le département des Hauts-de-Seine.

La Fédération 92 vient de se doter d'un siège, 27, rue Jules-Ferry à Suresnes (tél. 506.71.70). Une permanence y est assurée grâce au dévouement de nombreux militants.

changer la vie dans les Hauts.de.Seine

TEMPETE SUR L'AUTOROUTE

Partout où elle passe, l'autoroute A 86, grande rocade éloignée d'une dizaine de kilomètres de Paris, soulève une tempête de protestations. Par les expulsions et les atteintes à l'environnement qu'elle entraîne, elle a suscité la création de nombreuses associations de défense. Les élus locaux eux-mêmes ont souvent dénoncé ce projet, sur lequel ils auraient beaucoup à dire. Dans plusieurs communes des Hauts-de-Seine, des comités animés notamment par des socialistes et des communistes mènent l'action pour préserver l'environnement.

LE PREFET PREND SA PLUME

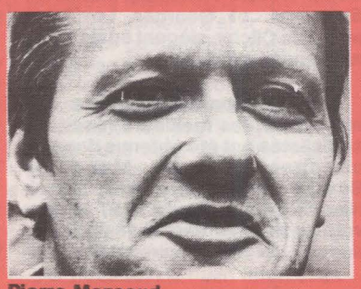
Le ministre de l'Intérieur a-t-il pensé que l'affaire était « un peu grosse » ? Et Pierre Hosteing s'est-il fait sermonner ? Toujours est-il que le préfet des Hauts-de-Seine a provisoirement rengaîné le projet qui lui était cher : un mensuel gratuit diffusant les thèses du Pouvoir auprès de tous les habitants **(voir le précédent numéro de « l'Unité »)**. Partie remise ? Le préfet a simplement suspendu sa signature jusqu'à la session budgétaire — s'ouvrant vendredi — du Conseil général, qui aura à nouveau à se prononcer sur le fond. On veut croire que le Conseil général reviendra sur son acceptation de ce que Robert Pontillon appelait, à sa séance du 18 novembre, « une opération malsaine ». On peut en tout cas s'étonner, en période d'économies, que bien qu'absent à la séance du 18, Jean-Pierre Fourcade — ministre des Finances en même temps que conseiller général — ait approuvé ce projet à 522 millions d'anciens francs.

Châtenay
MAZEAUD JOUE UBU

L'alpiniste Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, a des démangeaisons dans le piolet électoral. En juillet dernier, sans consulter quiconque, il avait décidé de transférer l'Ecole normale supérieure d'éducation physique (Enseps) de Châtenay-Malabry à Vincennes et le Centre d'éducation populaire (Crep) de Vincennes à Châtenay (sa circonscription). On s'était dit simplement : c'est Ubu Roi... Mais, depuis, on en sait un peu plus : les Châtenaysiens d'abord, qu'une lettre personnelle de Mazeaud à en-tête du secrétariat d'Etat — pourquoi se gêner ? — a informés de ce « cadeau » en même temps que de l'ouverture d'un secrétariat électoral ; le personnel de l'Enseps, ensuite, averti de « compressions d'effectifs » qui risquent d'être la première étape de la disparition de l'école. Le sursaut de défense du personnel n'a pas peu contribué à la constitution — en cours — d'une section socialiste dans l'établissement.

La section socialiste de Châtenay, depuis juillet a mené l'enquête : dénoncé l'autre jour par un communiqué du Bureau exécutif du P.S., ce transfert n'est pas seulement une absurdité administrative coûteuse (5 millions) menée au nom de la nouvelle « politique sportive » du régime, qui se résume en deux termes : élitisme et privatisation. C'est à coup sûr aussi une sanction, l'Enseps et le Crep s'étant engagés dans une passionnante expérience de réflexion critique sur le sport et la culture populaire.

C'est peut-être aussi une fructueuse opération immobilière : on dit qu'une partie de l'immense domaine de l'Enseps pourrait être cédé par le ministère de l'Education à un promoteur privé. C'est enfin et surtout le désir de Mazeaud de devenir, aux futures municipales, maire de Châtenay, l'U.d.r. ayant donné son feu vert. Un doux rêve, tant est puissante la progression actuelle de la gauche dans les Hauts-de-Seine. Malgré les cadeaux du secrétaire d'Etat Mazeaud au futur candidat Mazeaud.



Pierre Mazeaud.

SUR L'AGENDA DU MILITANT DES HAUTS-DE-SEINE

* Vendredi 13, samedi 14, dimanche 15 décembre : Journées fédérales d'action.

* Samedi 14 décembre, de 14 h à 18 h, salle de la Justice de paix, 25, rue du Dr Zamenhof, à **Rueil-Malmaison** : Stage fédéral d'accueil des nouveaux adhérents.

* Lundi 16 décembre à 20 h 30, ancienne mairie de **Sceaux,** rue Houdon : Réunion-débat sur le thème : « La police en question », avec la participation de responsables syndicaux de la police (Monate, Tardiveau) et d'avocats (De Félice, Even).

* Mardi 17 décembre, mairie de **Meudon,** avenue Le Corbellier, de 20 h à 23 h : 6ème et dernière séance du cycle de formation idéologique. Le débat sera animé par Gilles Martinet.

* Mardi 17 décembre, 27, rue Jules-Ferry à **Suresnes,** à 20 h 30 : Réunion de la commission fédérale enseignement.

* Samedi 4 janvier, au Centre aéré de **Suresnes,** à 15 h (sous réserves) : Réunion départementale d'accueil des nouveaux adhérents.

* Mardi 7 janvier, à 20 h 30 : Réunion de la commission fédérale formation (responsables formation des sections).

* Samedi 11 janvier, matin : Convention fédérale sur les statuts fédéraux.

* Samedi 11 janvier, après-midi : Journée fédérale d'information préparatoire au congrès national (heure et lieu à demander aux secrétaires de section).

* Entre les dimanche 12 et vendredi 24 janvier inclus : Vote des sections sur les textes du congrès national.

* Dimanche 26 janvier (lieu à préciser) : Congrès fédéral ordinaire.

Saint-Cloud
ECOLE EN SURVIE

Réussira-t-on à sauver l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud ? C'est la question que pose la section socialiste de l'Ecole. L'E.n.s. de Saint-Cloud, qui recrute chaque année 110 élèves venus des classes préparatoires aux grandes écoles, fournit, en proportion, le plus grand nombre d'agrégés de toutes les E.n.s. Ecole réellement interdisciplinaire, elle consitue aussi le groupe le plus important de recherche pédagogique de l'enseignement supérieur français, avec des organismes de renommée internationale, comme son centre audio-visuel ou ceux consacrés à la diffusion du français (Credif) ou à la formation en éducation (Crefed).

Mais les conditions de fonctionnement de cet établissement, qui s'aggravent de jour en jour, sont loin d'être en rapport avec ses activités : en 1946, il y avait 100 élèves sur 3 000 mètres carrés ; et 420 aujourd'hui, sur la même superficie. A l'asphyxie par manque de place s'ajoute l'état catastrophique des locaux : dispersés, vétustes, mutilés par le doublement de l'autoroute de l'Ouest.

La solution à ces problèmes n'est pas l'hypothétique transfert en province que propose le gouvernement — sans jamais, d'ailleurs, prévoir les crédits nécessaires à cette opération — mais la reconstruction en région parisienne que propose la section P.s. de l'Ecole. Dans l'immédiat, l'E.n.s. a besoin, pour sa survie et pour la garantie de ses personnels auxiliaires, d'une augmentation importante des crédits. Or, 1975 verra une diminution de près du quart de son budget ! Fourcade maire s'intéresse à l'Ecole quand il s'agit de lui faire payer le loyer ; mais Fourcade ministre diminue les crédits nécessaires à son fonctionnement.

Saint-Cloud

Scepticisme + empirisme = Fourcadisme



Le maire de Saint-Cloud devant sa mairie.

Ce n'est pas parce que Saint-Cloud a un bel hippodrome que n'importe quelle écurie peut y réussir. De Jean-Pierre Fourcade, qui fut longtemps sont très proche collaborateur au ministère des Finances, on disait alors qu'il était « le poulain de Giscard ». Aujourd'hui, presque quatre ans après son arrivée à la tête de leur municipalité, les habitants de Saint-Cloud, les Clodoaldiens, font le bilan. Et ils trouvent que ce poulain, passé le premier galop, a le souffle vraiment court.

Qu'ils aient de plus en plus rarement l'occasion de croiser leur maire depuis que Valéry Giscard d'Estaing lui a confié la Rue de Rivoli, soit. Mais ils commencent à se poser des questions : et si la navigation à vue pratiquée par le responsable du budget de la France — avec les résultats que l'on sait... — se doublait, à la mairie de Saint-Cloud, d'une tout aussi laborieuse gestion municipale ?

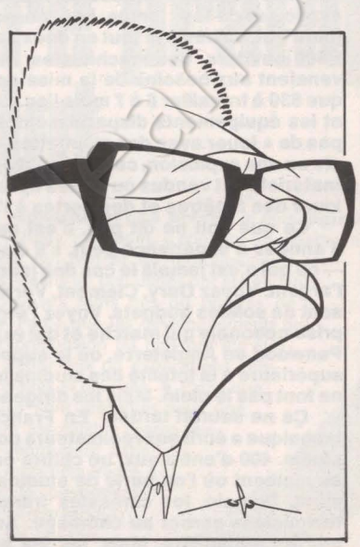
C'est qu'il est bien loin le temps où, entouré d'une rumeur flatteuse, Fourcade lançait son assaut vers la mairie, sous le patronage de Giscard. Bien sûr, il n'était à l'époque — c'était aux municipales de 1971 — qu'un inspecteur des Finances qui « pantouflait » ; confortables pantoufles, d'ailleurs, puisque l'intéressé était à la fois directeur adjoint d'une des plus grandes banques françaises (le Crédit industriel et commercial) et administrateur de Havas-Conseil. Mais on savait qu'il s'était fait remarquer au cabinet de Giscard d'Estaing, puis à la direction des Prix. Et puis, la lunette distinguée et le cheveu ras de ce tout juste quadragénaire plurent beaucoup dans les beaux quartiers. Car l'ancienne cité de « Monsieur », frère du roi, ne mérite pas qu'à moitié sa réputation de ville résidentielle. Ni celle de fief de la droite. La chance de Fourcade, ce fut qu'en 1971 la cité s'assoupissait depuis un quart de siècle dans la molle gestion d'un industriel en textile du Sentier, Francis Chaveton. Au terme d'une élection triangulaire, malgré la combativité de la liste de gauche, le résultat se joua entre celle du vieux centriste et celle (U.d.r. et R.i.) du jeune technocrate. Lequel, par quelques centaines de voix, l'emporta.

Les premières décisions de la nouvelle équipe tendaient à accréditer l'image de marque : des managers « modernes et dynamiques ». On fit donner les fanfares : création de « comités de quartier », plan quinquennal d'équipement, nouvelles règles d'urbanisme abaissant les coefficients d'occupation des sols, nouvelle conception de la rénovation du centre — que Chaveton avait vidé partiellement de ses habitants pour y installer les « Bureaux de la Colline »... On vit même Fourcade se dresser contre le ministre Albin Chalandon pour que le doublement du tunnel de l'autoroute n'écorne pas trop le parc de Saint-Cloud. Mais, depuis, les initiatives se sont raréfiées et miniaturisées. Par exemple celle, expérimentale, du « busphone » : bonne idée en soi que ce taxi collectif se déplaçant sur appel téléphonique des demandeurs. « Mais ce minibus roule presqu'à vide, raconte un Clodoaldien. On a simplement oublié que ceux qui en auraient le plus besoin n'ont pas, le plus souvent, le téléphone ».

L'histoire du busphone illustre bien le mot d'ordre implicite de la municipalité fourcadienne : « Les résidents de Saint-Cloud peuvent payer ». Il est bien vrai qu'il n'y manque pas de coquettes situations. Mais, à côté d'elles, il existe toute une population à petites et moyennes ressources. Or, tout se passe comme si ceux-là, aux yeux de Fourcade, n'existaient pas.

Dans le domaine scolaire, par exemple : après une rentrée déjà difficile — surcharge en effectifs, postes d'enseignants supprimés, scandale croissant du C.e.s. Gounod où depuis 5 ans n'existe aucun document budgétaire ! — Fourcade a oublié de freiner sur les prix : à 6,50 F le repas, la cantine a augmenté de 44 % depuis la rentrée de l'an dernier (record du département des Hauts-de-Seine) et il en coûte aux parents trois fois plus cher (850 F) que dans les communes voisines pour envoyer un enfant en classe de neige.

Lorsqu'on songe que Fourcade avait promis « du social »... Demandez plutôt à ses salariés. Demandez à la section C.f.d.t. de la mairie, récemment constituée, qui a fait grève deux fois le mois dernier pour appuyer des revendications aussi exorbitantes que l'attribution de chaussures aux chauffeurs ou d'un réfectoire et d'un W.c. au garage. Demandez aussi aux employés des cars des centres aérés, qui ont arrêté le travail en août pour obtenir le défraiement de leur déjeuner —



« Ils n'ont qu'à emporter un casse-croûte », a dit Fourcade, qui préfère louer, à 800 F la journée, un car privé. Demandez de même aux postiers : le maire leur a, avec quelque mépris, refusé toute facilité de logement — la plupart n'habitent pas sur place — ou de cantine...

Mais là où apparaît le mieux l'esprit de la gestion fourcadienne, c'est lorsqu'il s'agit de loger la population de Saint-Cloud. Non que lui-même ait des problèmes de ce côté : il demeure au Parc de Béarn. Mais oui ! cette résidence de standing, construite à partir de 1966 par une filiale du groupe Dassault, présidée par Albin Chalandon jusqu'en 1968. Illégalement, comme le dira le Conseil d'Etat en 1972... alors que les appartements sont terminés et vendus. Après une édifiante correspondance — l'un des fleurons du dossier Aranda — on « s'arrangera » pour retarder la mise en vigueur du nouveau plan d'occupation des sols de Saint-Cloud, le Parc de Béarn dépassant le coefficient admis d'occupation au sol. Après rachat massif des petits pavillons et des jardinets par les promoteurs, ce sont des constructions de même type qui continuent à fleurir ici — jusqu'à 6 400 F le mètre carré — et non des logements sociaux, à la mince et insuffisante exception de ceux où seront relogés les Clodoaldiens touchés par la rénovation du centre.

Car Fourcade a lancé cette grande opération de prestige : rénover le centre-ville. Malgré l'opposition d'une partie de son conseil municipal — qui ne comprenait pas pourquoi on ne la confiait pas à l'Office central interprofessionnel du logement, l'Ocil — le maire la fit attribuer à un projet qui prévoyait pourtant plus de démolition : celui de l'Ufi-Ufic, filiale du groupe Suez... comme le C.i.c., récent employeur de Fourcade. Qu'une fois de plus les promoteurs fassent la loi, les équipements collectifs leur étant offerts par la Ville, et que l'opération ne garantisse pas le relogement, tout cela a suffisamment ému les intéressés pour qu'ils constituent — avec l'appui du P.s. et du P.c.f. — un groupement de défense des habitants du centre... Il ne manque pas d'autres exemples. On est bien loin du « rééquilibrage » de la cité que promettait Fourcade. Saint-Cloud devient un dortoir pour cadres supérieurs.

Ajouté au recours croissant au secteur privé (cantines scolaires, ramassage des ordures, etc.) ainsi qu'à l'absence de concertation de la part de Fourcade et du secrétaire de la mairie — un général en retraite — tout cela a engendré un mécontentement croissant. Ce n'est pas très bon pour le maire de Saint-Cloud, qui a d'ambitieuses visées au Conseil général. Et aussi sur la circonscription, à condition toutefois qu'il élimine le titulaire U.d.r., le « très parisien » Jacques Baumel. Les deux hommes s'adorent — comment faut-il interpréter la petite phrase de Mme Fourcade, rapportée par « France-Soir », alors que Baumel assistait au Noël de la mairie : « Tiens ! Il est venu chercher son cadeau... » ?

Ce serait régler un peu vite les chances de la gauche, dont le candidat, le socialiste Jacques Fournier, était monté à 45 % dès les législatives de 1973. Et l'influence de la section socialiste aussi bien que des autres organisations de gauche ne cesse de se renforcer. L'hebdomadaire économique « Les Informations » supposait en juin que « le fourcadisme » (scepticisme + empirisme) pourrait se dégrader en immobilisme de la part du ministre des Finances. Les Clodoaldiens s'alarment à la pensée que cette philosophie ministérielle s'applique à leur mairie ; mais les Français feraient peut-être bien, en retour, de s'inquiéter de la façon dont leur ministre se comporte à Saint-Cloud.

SERGE RICHARD



36 000 places... 5 animateurs

Le département des Hauts-de-Seine aura une Maison de la Culture : elle doit ouvrir ses portes à Nanterre, en octobre 1975. Elle sera dirigée par Pierre Debauche et Xavier Pommeret. Le premier, metteur en scène, est actuellement directeur du Théâtre des Amandiers. Le second, auteur dramatique, en est le codirecteur, après avoir été l'adjoint de Pierre Vial à la Comédie de Saint-Etienne. Des fenêtres des bureaux de la salle provisoire du Théâtre des Amandiers, ils voient monter les murs du futur « temple ». Le cube de béton semble les narguer et interroger sournoisement : « Alors, on va mettre la culture en maison ? »

Ce genre d'apostrophe ne dérange guère Debauche : « Ce vieux débat sonne faux. Une Maison de la Culture n'est qu'un outil. C'est l'utilisation qu'on en fait qui la transforme en prison ou en plaque tournante. » Restent les difficultés : la géographie physique et politique d'un département où l'instrument va devoir devenir opérationnel. Debauche a des atouts pour lui : c'est lui qui a inventé l'action culturelle à Nanterre, en y créant un festival — il y a déjà 10 ans — et en y implantant un Centre national dramatique, ensuite ; il connaît son terrain et, au fil des années, il l'a étendu à l'ensemble du département : les deux dernières saisons ont vu le Théâtre des Amandiers créer des pièces d'auteurs contemporains à Antony, Suresnes, Levallois et Boulogne-Billancourt.

Autre argument : le contrat qui lie le Théâtre des Amandiers au secrétariat des Affaires culturelles indique un cahier des charges précis ; aux termes de cet engagement, la troupe est tenue de « donner 250 représentations » de spectacles en trois ans sur le territoire du département des Hauts-de-Seine ». A quoi viendra s'ajouter l'intervention dans trois secteurs : milieu scolaire, comités d'entreprise, opérations ponctuelles par cité ou par quartier. En théorie, Debauche ne fera donc que démultiplier, améliorer et appuyer les directions qu'il a données jusqu'à maintenant au Théâtre des Amandiers. En théorie seulement. Car la réalité comporte bien des épines, des obstacles et des inconnues.

Sur le papier, il existe dans les Hauts-de-Seine une quarantaine de salles totalisant environ 36 000 fauteuils. Ce qui pourrait constituer autant de « relais » pour la Maison de la Culture. Or, les activités ne se concentrent que sur cinq pôles principaux : le Théâtre des Amandiers de Nanterre et l'Ensemble théâtral de Gennevilliers pour l'essentiel ; le Théâtre 71 de Malakoff, le Centre d'animation culturelle des Gémeaux et le Théâtre Jean Vilar de Suresnes pour le reste. Ailleurs, rien. Ou si peu... Debauche connaît l'explication : « Dans des bottins, il existe des listes de salles. Mais aucun de ces lieux n'est en ordre de marche, aucun ne peut accueillir une pièce de Planchon, par exemple. Contrairement à la province, où des efforts ont été faits, la banlieue parisienne est sous-équipée. Parce que les personnes morales pouvant assumer une action en profondeur — et les impératifs techniques qu'elle implique se font très rares. Parce qu'un certain personnel politique, dans la plupart des cas, a fait de mauvais choix, par ignorance ou par refus de consulter les praticiens de la culture — ce qui revient au même. Ce qui nous a souvent réduits à un modeste travail de pionniers : aider les élus locaux à réfléchir sur les problèmes culturels, susciter de meilleures solutions ; et se contenter de petits spectacles de tréteaux pouvant s'adapter à tous les lieux. »

Pour longtemps encore, Debauche et son équipe sont condamnés à être des pionniers. Pour des raisons qu'il ne faut pas cacher. D'abord l'attitude de l'Etat : jusqu'à maintenant les subventions ministérielles reçues par le Théâtre des Amandiers le mettent au 13e rang des centres dramatiques nationaux ; si la future Maison de la Culture est aussi maltraitée, comment aura-t-elle les moyens de « couvrir » un département de 36 communes dont la densité de population est dix fois supérieure à la moyenne nationale ? Le contexte politique ensuite : 13 municipalités seulement se situent à gauche ; les 23 autres, toutes réactionnaires, se sont plutôt signalées par leurs attitudes répressives et régressives en matière de culture. On a vu Sceaux diminuer les moyens du Centre des Gémeaux, refuser la venue d'un spectacle du Théâtre des Amandiers (une pièce de Xavier Pommeret, justement !). On a vu Gorse et les U.d.r. de Boulogne-Billancourt « remercier » Pierre Vielhescaze, faire disparaître le Théâtre de l'Ouest parisien — qui, du coup, s'est réfugié à Suresnes — et remplacer le tout par un ex-directeur de théâtre privé. On a vu les édiles centristes et indépendants porter la culture au firmament de la médiocrité. On a vu un directeur d'une de ces salles municipales baisser les bras de honte en avouant : « Si j'accueille autre chose que Mireille Mathieu, je perds ma place. » Ceci explique l'attitude du Conseil général présidé par Charles Pasqua : Debauche travaille depuis une décennie à Nanterre et au cours des trois dernières années le Théâtre des Amandiers a créé 31 spectacles, dont 12 hors Nanterre ; malgré ces chiffres, c'est seulement en 1974 que le Conseil général a daigné, pour la première fois, faire l'aumône de 50 000 francs à la troupe !

A ces difficultés géographiques, techniques et politiques s'ajoute le profil sociologique hétérogène du département : aux Hauts-de-Seine qui « résident » s'opposent les Hauts-de-Seine qui « produisent ». Ce qui amène Debauche à définir la fonction de la Maison de la Culture en ces termes : « Nous n'avons pas à créer une institution. Nous avons à animer. C'est-à-dire à provoquer, à des horaires et en des lieux inhabituels, des rencontres entre des gens qui n'auraient pas dû se rencontrer autrement. » Pour arriver à ce simple résultat, on sait quelles barrières il devra franchir. « Sa » Maison de la Culture pourra-t-elle être vraiment autre chose qu'une structure inerte coincée entre trois autoroutes ? Debauche aura-t-il les moyens de ses rêves... qui sont aussi les besoins d'un département ? Devant autant d'incertitudes, quelle heure peut-il être à Nanterre ?

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Silence ! on ne tourne plus

« Si je ne peux plus tourner ici, j'irai à Nice. Ou à Rome. » Sans studio, Henri Verneuil, réalisateur de super-productions, existerait-il ? « Ici », ce sont les studios de Billancourt, au bord de la Seine. Un univers de carton-pâte et de fils électriques. Bientôt mort.

Pour l'instant, le cinéma spectacle — à Billancourt, vit encore : Verneuil y tourne un film, « Peur sur la ville », avec JeanPaul Belmondo. Mais il est condamné. Et il n'y aura plus de studio où tourner. Ceux de Saint-Maurice ont été démolis il y a quelques mois. Ceux de Bry-sur-Marne ne se feront pas. Ceux d'Epinay ont un avenir incertain. Ceux de Boulogne — ont été amputés de leur plus récente installation en 1971. Ceux de Billancourt voient leurs jours comptés. Pourquoi ? « Pas rentables, dit-on. Les propriétaires ne sont pas des philanthropes ». Car la spéculation foncière étant ce qu'elle est, mieux vaut vendre à bon prix les terrains que de continuer à louer des studios. Et ceux de Billancourt couvrent près de 5 hectares dans une région particulièrement sensible à la spéculation.

Mais il est difficile d'avouer cyniquement les véritables motifs de cet assassinat. Il fallait un argument. Et on l'a trouvé : « Les studios ne sont pas rentables ». Et d'expliquer que les financiers qui, il y a encore quelques années, investissaient dans le cinéma trouvent aujourd'hui, dans l'immobilier notamment, des taux de profit plus intéressants. Les décors ayant fait les frais de ce « transfert », plus besoin de studios. De plus, les jeunes réalisateurs, friands d'extérieurs et de décors naturels, ont contribué à leur déclin.

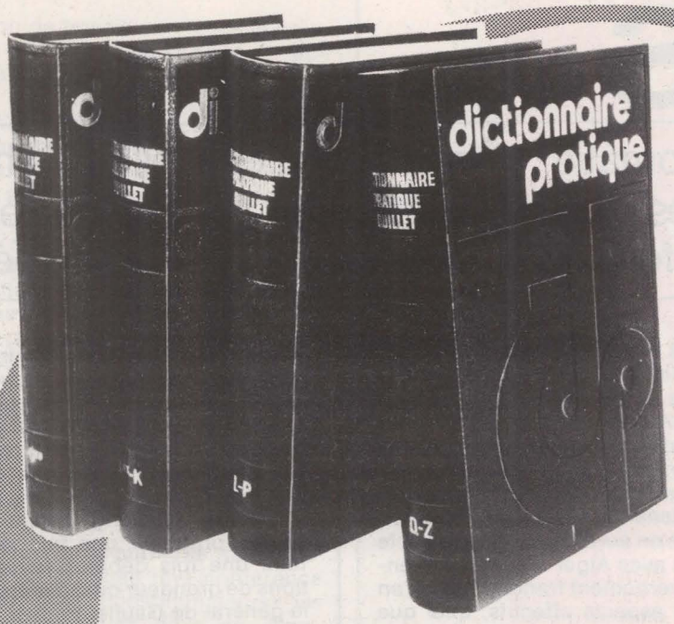
Conséquence de ce double mouvement : il n'y a plus de travail. Et en 1973, sur les 120 films purement français produits, 150 environ avec les coproductions, 17 d'entre eux seulement ont fait appel aux studios. En 1965, 40 ou 45 films sur 100 y étaient alors tournés. A la grande époque du cinéma, jusqu'aux années 60, les studios utilisaient de 70 à 80 % de leur espace et de leur temps. Les tournages duraient 5 ou 6 semaines. « Aujourd'hui, on bâcle le tout en deux semaines », dit un machiniste. En 1965, 1 400 ouvriers, des machinistes, électriciens, peintres, serruriers, subvenaient aux besoins de la mise en scène. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 630 à travailler 6 à 7 mois l'an. Les hommes sont chassés des studios et les équipements disparaissent. Non seulement la vétusté ne permet pas de « jouer avec des allumettes » — interdit donc de tourner un incendie ou une explosion, cas fréquent au cinéma — mais les accessoires et le matériel sont vendus ou brûlés après chaque tournage. Résultat : on a dû louer des fenêtres et des portes à l'O.r.t.f. pour le dernier Costa Gavras.

Ce que l'on ne dit pas, c'est que seul un professionnel bénéficiant d'années d'expérience peut, s'il dispose au départ d'un budget suffisant — ce qui n'est jamais le cas des jeunes — utiliser les studios et gagner de l'argent. Voyez Oury, Clément, Verneuil : des « grands noms » qui disposent de solides budgets. Voyez l'étranger : Cinecitta à Rome, une entreprise nationale qui marche et qui explique la vitalité du cinéma italien. Ou Penwood en Angleterre, où la superficie des studios est cinq ou six fois supérieure à la totalité des studios français. Pour le moment, les plateaux ne font pas le plein. Mais les dirigeants comptent sur des jours meilleurs.

Ça ne saurait tarder. En France même, la commission supérieure technique a écrit aux réalisateurs pour savoir s'ils souhaitaient tourner en studio. 400 d'entre eux, un chiffre énorme, ont répondu positivement. Et, au moment où l'on parle de studios européens, ceux de Billancourt ferment. Demain, les cinéastes français devront filmer à l'étranger. Les techniciens seront au chômage. Au pays de Méliès, on ne pourra plus tourner aucun film. Mais, sur les anciennes terres du septième art, on trouvera des appartements — de luxe, évidemment — à acheter très cher. Avec un « petit budget », un jeune cinéaste de la future nouvelle vague pourra toujours y tourner. En extérieurs.

JOSETTE BARBIERI

Action culturelle



en 4 volumes reliés
Format 21 × 29
3154 pages
101 hors-texte en couleurs
des milliers d'illustrations en noir

le dictionnaire pratique quillet

est le plus **complet,** le plus **pratique,** le plus **moderne,** le plus **précis,** le plus **logique,** parfaitement présenté. • Parce que sous un volume minimum, il contient un maximum de renseignements grâce au « losangeage » qui permet les regroupements lexicographiques. • Parce que tous les mots vieillis ou peu usités ont été éliminés, tandis qu'ont été introduits tous les nouveaux mots nés du progrès de la science et des techniques modernes. • Parce que les développements qui n'étaient pas indispensables à la compréhension du mot ont été supprimés, pour s'en tenir aux seules définitions ou explications véritablement utiles, que l'on a voulu claires et précises. • Parce que tous les exposés encyclopédiques sont présentés sous une forme rationnelle et facilement assimilable ; parce que les tableaux synoptiques regroupent dans leur cadre général certains mots déjà traités à leur ordre alphabétique, permettant ainsi au lecteur de comprendre la place relative de chacun d'eux dans cet ensemble.

Collection Jean Faure

BULLETIN DE COMMANDE

Je soussigné, déclare acheter un exemplaire de **DICTIONNAIRE PRATIQUE QUILLET en 4 volumes**
que je m'engage à payer (*) C.C.P. Paris 91.01
a) au comptant : 674 F ; b) 684 F en 3 versements mensuels de 228 F ;
c) 708 F en 12 versements mensuels de 59 F ; d) 735 F en 21 versements mensuels de 35 F.

Nom ..... Prénoms .....
Domicile, rue ..... Département .....
Ville ..... A livrer au domicile - à l'emploi (*)
Profession ..... Adresse de l'emploi .....
(*) Rayer les mentions inutiles • Date ..... Signature

Découper simplement ce bulletin ou ce bon et l'envoyer

BON gratuit de documentation sur
LE DICTIONNAIRE PRATIQUE QUILLET en 4 volumes reliés

Nom .....
Prénoms .....
Domicile, rue .....
.....
Ville .....
Département .....

Michèle PANCALDI
REGIE PUBLICITAIRE
2, rue du Cygne
75001 - PARIS

Diplomatie

BUSINESS SHOW

La diplomatie giscardienne est celle des hommes d'affaires : ne pas confondre les grands sentiments et la défense des intérêts de la société libérale.

C'est un vieux postulat des gouvernants : la politique étrangère « laisse indifférents » les citoyens ; elle doit donc demeurer la chasse gardée des spécialistes. L'invention, il y a dix ans, par Jacques Chaban-Delmas, du « secteur réservé » n'avait fait qu'accentuer cette tendance ; Valéry Giscard d'Estaing ne trahit pas la tradition : la politique étrangère est d'abord son affaire, soit par son intervention directe, soit par celle d'un de ses deux Premiers ministres, l'officiel, Jacques Chirac, et l'officieux, Michel Poniatowski. Accessoirement existe un certain Sauvagnargues, bien logé au Quai d'Orsay, porteur éventuellement du courrier, chargé parfois d'endurer les piques des parlementaires et ayant souvent le grand plaisir de montrer son visage sur les écrans de la télévision.

Chirac en Irak et Poniatowski en Algérie — ce pourrait être le début d'une comptine — ont parlé de choses sérieuses, parce qu'elles sont directement liées à la situation intérieure française. Pour un pays qui dépend à 70 % de l'étranger pour sa consommation d'énergie, les producteurs de pétrole encore non complètement intégrés dans les grands systèmes internationaux présentent le plus grand intérêt. L'irak a pris du champ à l'égard de l'U.r.s.s. et reste très hostile aux Etats-Unis. Son régime est fort en apparence, miné qu'il est par des divisions nationales mal réprimées et surtout par la permanente insurrection kurde. Des succès économiques lui sont nécessaires et les conditions des marchés que peut lui offrir la France — des conditions financières avantageuses, puisqu'en fait il s'agit d'un troc pétrole-équipements et l'absence de conditions politiques — les permettent.

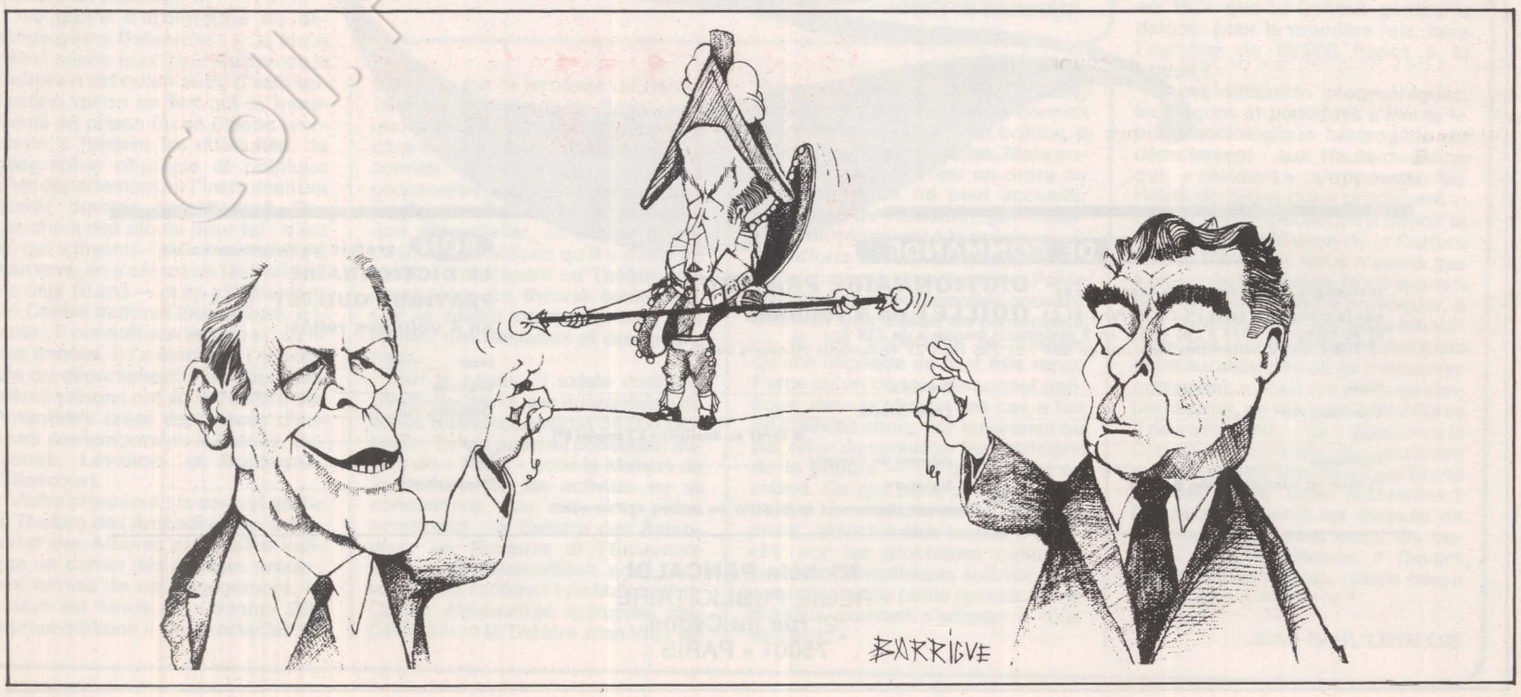
Avec l'Algérie, la France a des intérêts communs réels et leur reconnaissance est un fait positif. Au niveau des relations humaines, les résultats obtenus tant en ce qui concerne le sort des 800 000 travailleurs algériens en France que le débloquage des sommes appartenant aux rapatriés, sont intéressants. Mais on aurait tort de dissocier le rapprochement avec Alger de l'action d'ensemble du gouvernement français pour n'en retenir que les aspects affectifs, quel que soit leur poids.

Les grandes lignes de la politique étrangère du Pouvoir actuel commencent, en effet, à se tracer. Plus que ses prédécesseurs — est-ce une vocation ? — Giscard d'Estaing la considère comme un des moyens de l'économie et non pas comme un des éléments du prestige. Le pragmatisme gouvernemental est celui des hommes d'affaires : ne pas confondre les grands sentiments et la défense des intérêts de la société libérale.

Ces intérêts peuvent en apparence coïncider avec ceux du peuple français. Actuellement, trouver du pétrole ou assurer l'emploi dans certains secteurs par des contrats avec des pays étrangers — encore que beaucoup de ces contrats portant sur des équipements qui seront intégralement construits dans le pays contractant ne sont générateurs d'emploi que pour les « cerveaux » — est une ambition louable. En revanche, il n'est pas sûr que, dans les conditions du marché et de la concurrence internationale, ces accords n'exigent pas un apport de fonds publics. Le sauvetage de l'industrie automobile (*voir en page 3 de ce numéro)* est aussi une aide indirecte à l'exportation, puisque cette industrie écoule la moitié de sa production sur les marchés étrangers. Ainsi, l'action du gouvernement « libéral » profite d'abord au capital privé, ce qui est bien conforme à la destruction de l'Etat en régime capitaliste.

Giscard d'Estaing n'étant pas le seul à vouloir pratiquer une telle politique, il lui faut, une fois débarrassé des préoccupations de grandeur qui animèrent notamment le général de Gaulle, trouver des modus vivendi avec des partenaires concurrents. Une grande partie du débat européen et des relations avec les Etats-Unis est surbonnée à cette nécessité.

Jadis, la Turquie était « l'homme malade de l'Europe ». Aujourd'hui, l'Europe est malade d'elle-même. En quinze ans, la politique française l'a successivement fracassée avec de Gaulle et glorifiée avec Pompidou. Valéry Giscard d'Estaing semble la vouloir plus feutrée. Le « sommet » qui vient de se terminer à Paris — sous la présidence française — est celui de l'enterrement des grandes messes européennes. Tout le monde s'accorde à estimer que des réunions plus discrètes ne peuvent que faire du bien au continent malade, étant entendu que les admirateurs de la méthode actuelle sont ceux qui couvraient de louanges celle d'hier. Par référence au propos du candidat heureux de mai dernier, le sommet de Paris paraît au moins décevant. Les initiatives françaises allaient, disait-il alors, remettre la construction européenne sur la bonne voie. Nous connûmes ensuite l'indéfectible amitié avec Helmut Schmidt, la politique se réduisant pour de nombreux commentateurs à



apprécier la sympathie que peuvent se porter les hommes d'Etat. C'est fou ce que les grands de ce monde se comprennent et s'aiment !

La « réunion de travail » — c'est le nouveau nom du sommet selon l'Elysée — accueillie par « la France européenne » — également extrait du florilège élyséen — n'a réglé ni la question anglaise, ni le drame italien, ni le problème d'une politique commune de l'énergie. Le Président français aura à trouver avec son homologue américain le compromis le plus subtil au sujet des relations entre pays producteurs et pays consommateurs de pétrole. Le chancelier allemand avait cherché à déblayer le terrain en se rendant aux Etats-Unis et fait depuis comme s'il y était parvenu. En réalité, malgré le rapprochement avec l'Irak et l'Algérie, malgré l'accord passé avec l'U.r.s.s. pour la livraison de son gaz, notre pays reste tributaire de sociétés pétrolières internationales, et par conséquent des Etats-Unis, pour sa consommation d'énergie. La marge de manœuvre est donc assez mince.

On connaît la partie publique du désaccord : la France propose une conférence réunissant les pays consommateurs, les pays producteurs et les pays du Tiers-Monde ; les Etats-Unis ne sont pas hostiles à une telle conférence, mais demandent que d'abord les pays consommateurs y mettent l'accord entre eux. L'apparence de la générosité est dans le camp français, celle du bon sens terre à terre dans le camp américain. Derrière, il reste que le président de la République souhaite négocier le plus souvent possible directement avec les pays producteurs de pétrole — comme avec certains pays capables d'accueillir les techniques et l'industrie française — toujours dans le même souci d'assurer au capital national encore existant une chance de se maintenir. Ce qui ne signifie pas une politique d'indépendance nationale, mais une politique conforme aux contradictions présentes à l'intérieur du système capitaliste.

C'est au niveau européen que se trouve une des solutions réelles. Si les pays européens, tous gros consommateurs de pétrole, sont capables de s'entendre sur une politique commune de l'énergie, leur tête-à-tête avec les Etats-Unis prend une tout autre allure. S'ils ne le font pas, ils sont condamnés, les uns après les autres, à en passer par les conditions américaines. Or, le président de la République ne paraît pas avoir choisi, et l'indécision, qui serait un des traits marquants de son caractère depuis qu'il occupe la fonction suprême, le conduit à avoir en même temps des attitudes contradictoires ou attentistes. On ne peut pas, en effet, vouloir à la fois sauver les chances de la construction européenne et se soumettre aux impératifs nationaux du capital français.

Il restera alors, d'une quinzaine chargée pour la diplomatie française qui s'achèvera samedi avec la rencontre Giscard-Gérald Ford en Martinique de samedi à lundi, une impression trouble. Comme si, ayant bien retenu la leçon de l'Histoire selon laquelle on ne peut avoir de politique internationale qu'à la hauteur de ses moyens, Giscard d'Estaing en avait déduit que le préalable était de ne se procurer les moyens que par la politique internationale. Or, s'il est juste de dire qu'une partie des difficultés françaises a des origines extérieures, personne ne peut prétendre raisonnablement aujourd'hui que l'inflation n'a que des raisons étrangères. C'est donc une curieuse ambition que de paraître vouloir chercher ailleurs l'ordre qu'on est incapable de mettre chez soi.

CLAUDE FUZIER

si vous voulez vraiment aider le Parti socialiste

ABONNEZ-VOUS OU ABONNEZ L'UN DE VOS AMIS A

l'Unité

EN UTILISANT
JUSQU'AU 31 DECEMBRE
LA FORMULE SPECIALE
20 SEMAINES
50 FRANCS

BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL
à retourner à l'Unité, 41 boulevard Magenta
Paris 10ème

Je soussigné .....

Demeurant .....

désire souscrire un abonnement spécial de 20 semaines pour 50 francs que je vous adresse

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. L'UNITE
3034980 La Source ☐

Le bulletin d'abonnement normal d'un an est en page 30.

Portugal

L'IMAGINATION AU POUVOIR

A la veille du congrès du Parti socia – liste portugais, notre envoyé spécial présente la première radiographie des forces de gauche au pouvoir depuis le 25 avril.

De notre envoyé spécial

« Sacrés militaires ! Ils nous ont libéré des fascistes. Pourquoi ne nous débarrassent-ils pas des banquiers ? » Chanson d'ivrogne. Sur la place du Rossio, au centre de Lisbonne, l'homme titube, se raccroche aux passants qui sourient. D'autres s'écartent. L'alcool a des éclairs que la raison ne connaît pas. Plus que jamais, les Forces armées, leur rôle aujourd'hui et demain sont au centre de la question portugaise.

« La révolution du 25 Avril est une révolte contre le crétinisme », nous dit Avelino Rodrigues, auteur du meilleur livre sur le M.f.a. C'est la base du consensus le plus large qui unissait dès les premières heures l'immense majorité des Portugais. Le fascisme, sanglant pour certains, était simplement trop bête, trop arriéré pour d'autres. Tout le monde reste d'accord pour se féliciter de sa chute. Mais, sur ce corps moribond, il faut maintenant poser les pierres d'une société nouvelle. Laquelle ? Tous parlent de démocratie, c'est le centre du programme du Mouvement des forces armées, base de l'unité. Mais à la façon de la préparer, de la défendre, on sent toutes les divergences possibles. Sur le fond, sur les objectifs, mais aussi sur le rythme. Au sein des Forces armées comme dans l'éventail des forces politiques.

« La démocratisation de l'armée, c'est aujourd'hui une plus grande participation de tous. L'officier prend les décisions, mais il consulte la base en permanence. Aller plus loin nous conduirait à la catastrophe. » C'est le capitaine Vasco Lourenço qui parle. Membre du Conseil d'Etat et de la commission coordinatrice du M.f.a. il a été l'une des chevilles ouvrières les plus actives, les plus efficaces peut-être du Mouvement. C'est dans son salon, où il nous reçoit, qu'ont eu lieu, voici dix huit mois déjà, les premières réunions du mouvement des capitaines. Ils étaient vingt-cinq !

Démocratiser l'armée. Mais comment ? En créant un Conseil de l'armée. Les délégués à ce Conseil seront élus en deux temps : au niveau des unités — par l'ensemble des soldats et des officiers — puis au niveau régional. C'est, pour le général Fabiao, chef d'état-major, la seule solution pour « faire monter les idées de la base et faire connaître à la base la position du sommet. » Certains — en dehors de l'armée — trouvent ce fonctionnement timide. Mais il ajoute : « En démocratie, plus on monte dans l'échelle, moins on a de liberté individuelle ; car on doit être le porte-parole de la base. »



Le Premier ministre Vasco Gonçalves.

« L'armée doit être le miroir du peuple », dit Vasco Lourenço. Avant d'être le peuple en uniforme. Pour cela, elle doit travailler au coude à coude avec lui. Aujourd'hui, c'est la « campagne d'éclaircissement » menée par certaines unités des F.a. dans le nord du pays. Demain, ce sera la participation aux travaux d'infrastructure, à la réalisation d'une « politique de la santé et de l'éducation résolument tournée vers les travailleurs ». L'armée ne pense pas réduire considérablement ses effectifs, mais les utiliser à des tâches plus populaires que la guerre coloniale. Elle veut créer un service civique parallèlement au service militaire.

L'armée en campagne

« Nous avons fait une révolution de tendance socialiste. Nous voulons des structures socialistes. La richesse de la nation doit être distribuée d'une manière équitable. Riches et pauvres doivent avoir les mêmes droits. Il n'y a aucune raison pour que les fils de riches se retrouvent à l'université et les fils de pauvres dans les usines ou sans travail ». Luis, lieutenant de l'armée de Terre portugaise est convaincu, convainquant même. En tenue de combat, c'est un micro qu'il tient à la main. En face de lui, une assemblée attentive de paysans. Jeunes et vieux. Beaucoup de femmes.

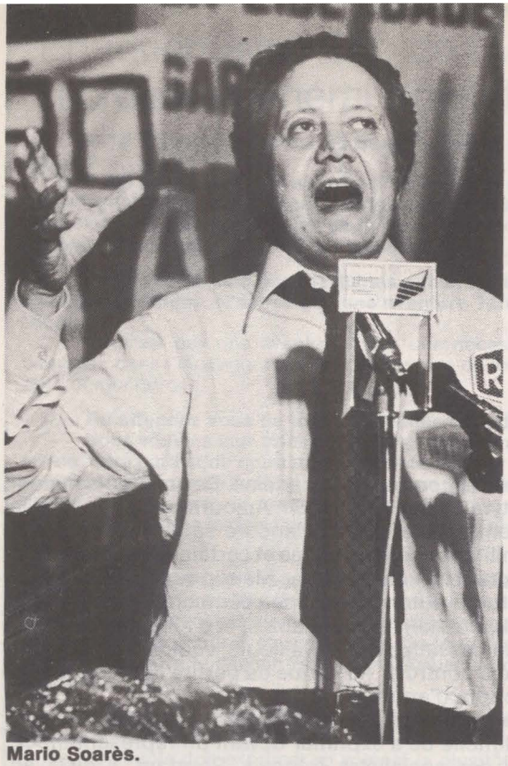
Le 25 Avril n'est pas encore arrivé dans les campagnes. C'est ce que pensent les militaires. Alors, avec armes et bagages, ils s'y transportent. On appelle ça « une campagne d'éclaircissement ». Ou de dynamisation. Celle qui s'est terminée dimanche a vu une colonne sur le pied de guerre parcourir l'arrière-pays dans la région de Guarda, au nord-est du pays. Une zone arriérée comme tant d'autres, où les réactionnaires, l'Eglise, les notables contrôlent encore la situation

Jeeps, camions, mitraillettes, tout l'armement y est. Les démonstrations de force sur la place du village n'ont pas pour seul but la parade. Il s'agit d'impressionner. L'objectif est politique. Les paysans doivent comprendre qu'aujourd'hui « la force est du côté du peuple ». Ils hésiteront d'autant à écouter les notables. Pour Luis, il est important aussi que les soldats se rapprochent de la population. Et puis, Guarda n'est pas loin de la frontière. On ne sait jamais. Personne ne craint une intervention étrangère. Mais des commandos — y compris de mercenaires — ont déjà été repérés.

La force n'est pas tout. Les médecins militaires soignent toute la journée. Le soir, ils organisent des réunions spécialement consacrées aux problèmes de santé. Quelques notions d'hygiène et d'alimentation. Ils écoutent aussi les doléances du village : « Il nous faut des médecins ». Mais aucun médecin civil ne veut aller se perdre dans ces montagnes d'un autre âge. Le médecin du bataillon promet un plan de santé « pour tout le pays ».

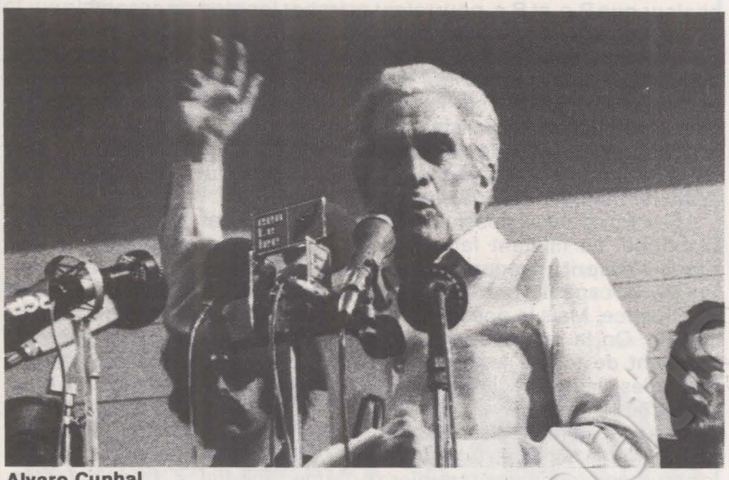
Une réunion est consacrée aux problèmes agricoles. Les hommes, cette fois, se lèvent. Puis posent des questions. Ils apprennent ainsi que le gouvernement provisoire est en train d'étudier une nouvelle loi de métayage et de fermage. Un texte est déjà sorti permettant de nationaliser les terres sous-exploitées ou abandonnées — les leçons du Chili portent. Le syndicalisme des ouvriers agricoles sera défendu comme celui des travailleurs des usines ou des bureaux.

« Qu'est-ce que le socialisme ? » « Qu'est-ce que le communisme ? ».



Mario Soarès.





Alvaro Cunhal.

Le capitaine Vasco Lourenco et le général Fabiao sont, avec beaucoup d'autres, de merveilleux exemples de la capacité d'évolution des « officiers d'avril ». Professionalistes au départ, ils sont devenus politiques. Non sans difficultés. Mais ils ne sont pas au bout de leur rouleau. Ceux qui les connaissent depuis de nombreuses années n'en reviennent pas. Ce ne sont pas des théoriciens, mais ils ont soulevé le couvercle de la marmite portugaise et, loin de la refermer après les premiers moments d'euphorie, ils se délectent du parfum de démocratie — de révolution — qui s'en dégage.

« Et l'assainissement, où en est-on ? ». « Pourquoi Spinola a-t-il démissionné ? ». La réunion politique est passionnée. Les vieux écoutent, les jeunes posent des questions, les enfants même n'hésitent pas à venir sur le devant de la salle engager une discussion avec le lieutenant. Les paysans qui ne connaissent aucun parti politique veulent savoir pourquoi les Forces armées ne prennent pas tous les pouvoirs. « Ce serait une dictature. C'est le peuple qui doit gouverner. Les Forces armées ne sont là que pour défendre le peuple. Elles sont le bras armé du peuple. »

Un gamin revient à la charge : « Pourquoi le M.f.a. ne participe-t-il pas aux élections ? » « Nous devons défendre toute la nation. Nous ne pouvons pas être un parti. Nous sommes en train d'étudier si le M.f.a. participera à l'Assemblée constituante. De toute façon, il n'ira pas aux élections. »

La guerre était connue dans ces villages, d'où sont partis de nombreux jeunes. Mais la décolonisation, qu'est-ce que c'est ? Réponse : « C'est le passage du gouvernement du Portugal sur les colonies au gouvernement de ces pays par les habitants eux-mêmes, en fonction de leurs propres intérêts. » Un film sur le 25 Avril est projeté. L'atmosphère est chaude. Le courant passe.

Cette campagne n'est pas isolée. D'autres unités font la même chose dans d'autres villages. De toute façon, la télévision est là et tout le pays est tenu au courant. Des millions de Portugais ont ainsi entendu le lieutenant Luis dire : « Pour le M.f.a., c'est tous les jours le 25 Avril. Jusqu'à la démocratie. » Jusqu'au socialisme ?

Le M.f.a. n'est pas pour autant un club de révolutionnaires avide de chambardements. Certains officiers sont certes soucieux de voir le pays s'organiser « conformément aux intérêts des travailleurs ». Mais le Mouvement comporte, semble-t-il, en majorité des éléments bien plus modérés. Il y a encore des officiers fascistes commandant des troupes à Lisbonne et dans le reste du pays. Le 28 septembre a permis d'accélérer « l'assainissement ». Mais à quoi servirait-il de limoger tous les réactionnaires (ils sont déjà huit cents dans ce cas) ? Ils auraient alors, la rancœur aidant, toute latitude de s'organiser et de comploter. Aujourd'hui, on ne compte plus d'unité où ne soit présent, à un niveau ou à un autre, un ou plusieurs officiers favorables au M.f.a. Des tentatives de putsch sont possibles, vraisemblables même, mais « elles ne devraient pas mieux réussir que le 28 septembre », dit Rodrigues.

« Une stratégie antimonopoliste au service des classes travailleuses ». Ce n'est pas un parti politique qui parle. Ces mots sont extraits d'un communiqué publié samedi à l'issue de la première réunion d'élus des Forces armées depuis le 25 avril. Pendant douze heures, deux cents représentants de l'ensemble des F.a. ont débattu des problèmes militaires, politiques et économiques du moment. Ils ont renouvelé leur confiance au Conseil supérieur du M.f.a. (le Conseil des vingt) et approuvé les grandes lignes d'un plan économique qui se prépare sous la direction d'un ministre d'Etat, le major Melo Antunes. Plan qui, « sans s'engager dans une voie aventuriste » qui mettrait en danger les relations de production (capitalistes) typiques des pays d'Europe occidentale, n'a pas pour objectif « d'assurer la gestion du capitalisme ». Plan qui ne se veut pas « d'urgence » mais de « transition »...

Face à cette armée en pleine ébullition où s'affrontent progressistes, spinolistes, libéraux, réactionnaires et... militaires, face à cette armée qui bouge, mais qui n'a pas encore tué en elle les vestiges du fascisme, il est bien dur de se prononcer. Jusqu'où lui faire confiance ? Comment influer sur elle ? Comment l'intégrer aux transformations du pays ? Comment s'assurer qu'elle défendra la révolution ?

« Toute révolution, l'Histoire entière le démontre, doit résoudre un jour ou l'autre la question des forces armées. Il y a des armes au Portugal. Elles sont en bonnes mains. » Alvaro Cunhal, secrétaire général du Parti communiste portugais, est très clair : « Nous sommes dans une période de révolution démocratique nationale, partie constitutive dans la marche vers le socialisme. Aujourd'hui c'est de l'union entre les F.a. et les forces populaires, de l'union au sein des forces populaires, que dépend la vie ou la mort de la démocratie. Demain, c'est de cette union que dépendra la viabilité du régime. Nous ne pouvons pas nous séparer malgré les divergences. » Le P.c. a, certes des divergences avec les autres « forces populaires ». Elles sont connues. Le dernier éditorial d'« Avante », l'organe du P.c., les étale. Il accuse le P.s. de bien des vices : de mener une politique de « fiefs », de « vouloir gagner des votes à n'importe quel prix », de « mettre en danger l'unité des forces démocratiques », notamment par son anticommunisme. L'idylle avec le M.f.a., elle, est sans nuage. On s'efforce, en tout cas, de n'en voir aucun.

« Nous, communistes, ajoute Cunhal, ne sommes pas contre la participation de droit du M.f.a. à l'Assemblée constituante. On ne peut

L'IMAGINATION AU POUVOIR

pas concevoir l'élaboration d'une nouvelle Constitution sans qu'il ait son mot à dire. Un contrôle à posteriori des décisions de l'Assemblée par un Conseil d'Etat serait, de toute façon, difficile. »

La stratégie du Parti communiste est très claire. Jouant sur l'influence qu'il croit avoir, et qu'il a, sur une partie des officiers progressistes, il entend bénéficier de la popularité des militaires. Cinquante ans de fascisme ne s'évaporent pas au premier vent de la liberté. Minoritaire dans certaines régions, inexistant dans d'autres, le P.c.p. entend défendre ses positions à la Constituante par l'intermédiaire de trois groupes : les députés communistes, ceux du Mouvement démocratique populaire — pomme de discorde avec le P.s. — et les représentants du M.f.a. Pourquoi en a-t-il besoin ?

« Quel dommage, depuis le 25 Avril le Parti communiste a perdu toute sa poésie. » Cette phrase d'une jeune militante antifasciste correspond à la réalité. Le P.c. était la force la mieux organisée et la plus combative de la lutte contre le salazarisme. Ses militants étaient les plus torturés. Martyrs, ils étaient l'espoir. Aujourd'hui le P.c. joue la respectabilité. Fort, omniprésent, il doit encore se faire admettre. Il veut convaincre les militaires, les centristes et certaines couches de la bourgeoisie qu'il est un parti « bien élevé ». Mais, pour cela, il faudrait perdre certaines habitudes autoritaires et peu démocratiques héritées de la résistance (où elles étaient pardonnables) et d'ailleurs. En outre, il ne faudrait pas freiner les luttes des travailleurs, vouloir leur imposer un syndicat unique déjà contrôlé. Au risque de perdre leur confiance. La confiance d'une partie d'entre eux.



Cunhal est magnétique et doux à la fois. Il nous confesse, avec un sourire, qu'il lui est difficile de s'exprimer devant un représentant de « l'Unité », le journal des socialistes français. Pourtant, il dit avec chaleur que P.c. et P.s. pourraient marcher longtemps ensemble sur le chemin du socialisme. Malgré les « incidents et les accidents ». Rien de stalinien dans son attitude. Mais la vigueur d'un combattant convaincu, d'un homme qui a souffert. Il séduit ses interlocuteurs. Mais les informations sur le comportement de son Parti sont unanimes : gauchistes, socialistes, militaires, tous à leur façon le dénoncent. Ils ont peur que le Parti communiste fasse tort à la démocratie à laquelle il faut encore gagner des millions de Portugais dépolitisés. Aubaine que la droite ne saurait dédaigner.

Si le P.c. perd sa poésie, le P.s. n'en manque pas. Son siège domine Lisbonne. Le militant fatigué pourrait, s'il en prenait le temps, se reposer l'esprit en regardant le château Saint-Georges, une des beautés de la capitale portugaise. Surtout au coucher du soleil, heure d'affluence. Mais la poésie est plus profonde. Elle ne manque pas de souffle. On la retrouve, épique, chez tous ces militants affairés qui viennent de toutes les provinces, de toutes les couches d'âge, de toutes les classes sociales, et parlent de socialismes qui n'ont en commun que le nom.

Issu récemment de la clandestinité, le P.s.p. connaît un succès inimaginable. On y retrouve les plus timides de nos radicaux côtoyant les plus combatifs des guerilleros d'Amérique latine. Dans la foulée, dans l'enthousiasme, le Parti a décidé de sauter totalement dans l'inconnu. De tous les partis, il est le seul qui accepte les risques d'un congrès véritablement démocratique et souverain. Programme et délégués seront choisis à la fin de cette semaine par huit cent cinquante délégués venus de tout le pays et de l'étranger. Personne ne peut prétendre aujourd'hui avoir une idée d'ensemble de ce qu'est la base du Parti socialiste portugais. Celle de Lisbonne, mais aussi celle des villages du Nord, où domine la petite propriété, et celle des ouvriers agricoles du Sud, où domine le latifundio. Tout le pouvoir à la base. C'est parfait. Mais de quelle base s'agit-il ?

« Les nationalisations ne sont pas suffisantes. Il faut l'autogestion ». Samedi, 21 heures. Nous sommes dans une mairie d'un faubourg de Lisbonne. Réunion de section. Ils sont seize : douze jeunes, un vieux et trois « entre les deux ». Celui qui les représentera au congrès lit le compte rendu d'une réunion préparatoire de délégués. Il a une vingtaine d'années et sait prendre des notes. En vrac, il livre les propos des camarades d'autres sections.

« Il y a encore beaucoup à faire dans le domaine de « l'assainissement » des anciens fascistes ». A chaque phrase, on y va de son petit commentaire. Cette fois, c'est le vieux. Il explose. Il a connu le régime d'un bout à l'autre. Il l'a souffert dans sa chair. Il a du mal à comprendre qu'on ne soit pas plus expéditif avec ceux qui l'ont torturé. Il n'est pas ouvrier. « Lutter était un luxe, me dira un autre. Les pauvres étaient trop occupés à survivre. » Cette vieille garde humaniste est aujourd'hui en perte de vitesse dans le parti. Combative, antifasciste jusqu'au 25 Avril, elle est un peu dépassée par la radicalisation idéologique et politique que veulent les jeunes.

« Il faut faire peur à la bourgeoisie »... Sourires. Approbations. » La Bourse n'a plus de raisons d'être dans un Portugal qui se veut socialiste ». « Les Etats-Unis nous prêtent de l'argent. Ça veut dire que les choses ne sont pas claires ». Plusieurs réagissent. Ils critiquent la propre direction de leur parti. Mario Soares, le Secrétaire général, qui est aussi ministre des Affaires étrangères, est accusé de bien recevoir Ted Kennedy. On dit qu'il fait une politique de « social-démocrate ». La grande injure est lâchée. C'est le mot à la mode au P.s. Tous se veulent

Entretien avec Tito de Morais, secrétaire général adjoint du P.s.p.

L'UNITE : Quattendez-vous du Congrès qui va se dérouler cette semaine ?

TITO DE MORAIS : C'est notre premier congrès dans la légalité. Il est fondamental, car y participeront des délégués de toutes les sections. Nous pourrons ainsi prendre le pouls de la base. La direction élue tirera de ce congrès démocratique la force dont elle a besoin.

— Le P.s. est le seul parti portugais qui ait fait un congrès véritablement démocratique. N'est-ce pas une aventure ? Un plongeon dans l'inconnu ?

— Ce n'est pas une aventure, mais une nécessité. Ce n'est pas un plongeon dans l'inconnu, mais la voie normale de fonctionnement de tout parti démocratique.

— Qu'attendez vous de tous ces jeunes qui adhérent au P.s. ?

— Nous voulons leur transmettre notre expérience, les intéresser à la vie de notre parti et de notre pays. Il faut développer leur conscience de la responsabilité énorme du Parti socialiste dans le processus de démocratisation et, surtout, dans le processus plus important des changements de structures. L'entrée massive des jeunes est une de nos plus belles conquêtes.

— L'impatience de ces jeunes ne vous fait-elle pas peur ?

— Après cinquante ans de fascisme, les jeunes, les masses ont démontré avoir une claire conscience de nos difficultés. Ils montrent moins d'impatience que dans d'autres pays d'Europe. De toute façon, nous nous efforçons de parcourir le chemin vers le socialisme au rythme le plus accéléré possible.

— Des élections au mois de mars, n'est-ce pas un peu trop tôt pour la gauche ?

— Le peuple doit exprimer sa volonté le plus tôt possible.

— Où en est l'alliance avec le P.c. ?

— Nous avons toujours eu des rapports avec le P.c. Dans la lutte antifasciste hier, au gouvernement aujourd'hui. Nous avons des divergences, mais nous essayons de les régler. Il n'est pas question, pour le moment, d'un programme commun. Il faut d'abord que les partis se définissent au niveau national.

— Vous êtes un vieux militant antifasciste. Que veut dire pour vous cette démocratie retrouvée, ce congrès de la liberté ?

— Ma seule aspiration était de voir naître le P.s. au Portugal. Elle s'est réalisée.

— Grâce aux militaires ?

— Non. Les Forces armées ont donné le coup de grâce. Mais cette action résulte de la lutte menée par le peuple et les forces antifascistes depuis toujours dans notre pays.



à gauche et tous accusent les autres de « n'être que des social-démocrates ». Difficile de s'y retrouver.

« La propriété socialiste des moyens de production est nécessaire, mais n'est pas suffisante pour transformer les relations de production ». La critique est sérieuse, cinglante. De nombreux militants, « de vrais communistes » me dira-t-on, sont entrés au Parti socialiste par écœurement. Pour eux, le Parti communiste n'a pas seulement perdu sa poésie. Il a trahi. Refusant les analyses un peu folles de l'extrême gauche maoïste, style M.r.p.p. (Mouvement pour le renouveau du parti du prolétariat), qui dénonce la farce électorale mais présente des candidats, ils cherchent dans le Parti socialiste un parti de masse. Ils veulent en faire un parti « authentiquement révolutionnaire ».

« Le Portugal d'aujourd'hui est comparable à une machine qui atteint son « point critique ». Nous devons changer de régime, sortir de la situation actuelle, ou sinon ça va vibrer ». Manuel Serra est officier de la marine marchande — d'où l'image. Il est chrétien, « sans drames de conscience, sans crise », nous dit-il, un peu marxiste — pas orthodoxe, bien sûr. Membre de la commission exécutive du P.s., il anime le M.s.p. (Mouvement socialiste populaire), tendance organisée qui a un pied en dedans et un pied en dehors du parti. Serra a participé en 1961 à l'attaque de la caserne de Beija. On dit de lui à la fois qu'il est un grand conducteur de masses, qu'il a été l'homme le plus torturé par la dictature et qu'il a fait, à lui tout seul, deux ou trois révolutions (entendez tentatives de coup d'Etat). Je l'ai aussi entendu traité de « chérubin » par des camarades que son physique généreux amuse, mais qui sont un peu agacés par son christianisme progressiste.

« Nous avons lutté les armes à la main. Nous voulons être les auteurs, pas les idéologues ou les moralistes de l'Histoire. La vocation révolutionnaire n'est pas une vocation minoritaire, mais une vocation de masses. C'est pourquoi nous sommes entrés au Parti socialiste. » C'est la position de beaucoup de militants : « Nous ne pourrions pas accepter un parti qui ne soit pas le reflet des sentiments (textuellement, le « sentir ») de la base ».

Homme séduisant, plein de contradictions, Manuel Serra se veut le porte-parole du « socialiste révolutionnaire de base ». Hors du parti, il travaille avec la Luar (Ligue d'unité et d'action révolutionnaire), organisation armée qui ne dépose pas complètement les armes. Autre compagnon de route : le M.e.s. (Mouvement de la gauche socialiste), dont chacun salue les analyses rigoureuses, mais qui ne parvient pas à s'implanter profondément. Ces deux mouvements peuvent, en fonction du congrès, entrer dans le Parti socialiste (en tous cas une partie d'entre eux) ou constituer de l'extérieur un pôle de regroupement, le « front révolutionnaire » que certains ont voulu mais n'ont pas pu mettre sur pied au lendemain du 25 Avril.

Cette « gauche » est optimiste. Elle se fait sans doute des illusions. Les sections de Lisbonne — les seules que tout le monde connaisse — sont dynamiques, « révolutionnaires ». Mais le Parti socialiste existe aussi dans les campagnes. Le poids du passé y est plus lourd. Dans les sections, à Lisbonne même, où les jeunes travailleurs sont les plus nombreux, la tendance demeure de déléguer des notables au congrès. Clandestin hier, le P.s. est devenu brusquement sans doute le parti le plus important du pays. Ces brassages bouleversent en partie les clivages politiques traditionnels auxquels nous, Français, sommes habitués. Aucune Histoire démocratique récente à laquelle se référer. Dans cette situation, la personnalité souriante et efficace du secrétaire général Mario Soares, l'homme de la décolonisation, est appelé à jouer un grand rôle, celui du fédérateur.

« Le Portugal est-il européen avant tout ? Est-il un pont entre le Tiers-Monde et l'Europe ? C'est sur ces deux grands courants d'analyse de la situation, de style de construction de la démocratie que s'affronteront en fait, au congrès, chrétiens progressistes, humanistes et marxistes» : Rodolfo Crespo est le secrétaire à l'organisation du P.s. Chargé de préparer le congrès, il sait de quoi il parle. Pour lui les anciens clivages ne veulent plus dire grand-chose face à ce problème de fond. La solution tiermondiste, c'est ce que certains appellent la « dictature de développement », le rôle prépondérant des Forces armées, une politique étrangère de non-engagement plus liée au Tiers-Monde qu'à l'Europe. Les « Européens », eux, insistent sur le pluralisme politique interne, sur l'intégration à la Communauté grâce aux liens privilégiés avec les socialistes au pouvoir en Europe. Ils souhaitent éloigner le M.f.a., tout en le gardant comme une garantie.

« Economiquement sous-développés, nous sommes dans ce domaine plus proches du Tiers-Monde. Mais, politiquement, nos traditions nous lient à l'Europe. » Le major Victor Alves, l'un des hommes les plus importants aujourd'hui, a pris récemment, au retour d'un voyage à Alger, une position qui pourrait servir de point de rencontre à ces deux courants qui traversent le Parti socialiste et le Portugal tout entier.

Le Portugal se sent une vocation de lien entre deux mondes. Il semble d'ailleurs que le gouvernement français l'ait compris et qu'il voie d'un assez mauvais œil ce nouveau venu marcher sur ses platebandes.

Mouvement des forces armées, Parti communiste, Parti socialiste sont les grandes forces de l'espoir. Malgré leurs divergences elles sont obligées de collaborer, de vaincre ensemble. La démocratie, le socialisme ; les désirs, l'intérêt profond du peuple qui s'éveille à la liberté, imposent l'unité. Plus que partout ailleurs.

MAURICE FABIEN

Livres

LE KAISER DES GARES

EDMONDE CHARLES-ROUX



L'Irrégulière
ou mon itinéraire Chanel

La belle époque, les années folles, la guerre et l'occupation... Dans un livre pas comme les autres, Edmonde Charles-Roux raconte la vie d'une femme célèbre dont on ne savait rien.

GRASSET

Konsalik, le kaiser de la littérature de gare, donne à l'Allemagne prospère et grassouillette du chancelier Schmidt le doux et noble frisson du souvenir des mauvais jours.

A ma grande honte, je me suis aperçu il y a peu de temps que je n'avais rien lu de Heinz G. Konsalik. Or la littérature allemande mérite respect, mais j'en étais resté à Böll, avec un amour coupable pour Kirst et un perpétuel goût « rétro » pour Jünger et Fallada. Il me manquait donc Konsalik qui, me disait-on, se vendait bien en Allemagne fédérale et commençait à bien se placer en France et dans les pays anglo-saxons.

Peuple innocent

Le hasard — calculé — de l'édition me procura un Konsalik récent. Par conscience, je consultai ces Tables de la Loi du succès que sont les différentes collections de livres de poche et découvris une dizaine de titres déjà publiés en français, que je m'empressai de lire (1). Finalement, on peut préférer Guy des Cars ou Henri Troyat — qu'il faut avoir le mauvais goût de ne pas mépriser. Parce que le travail bien fait est toujours respectable. Et parce qu'un peuple ne se juge pas seulement sur ses génies, mais aussi sur ses artisans et que les artisans de la littérature reflètent souvent plus sûrement la réalité immédiate de la population qui les produit que l'artiste exceptionnel. La relation entre la littérature de gare et seize années de gaullisme, même pompidolisé, puis giscardisé, pourrait être un sujet de réflexion pour l'homme politique.

Konsalik est donc un écrivain pour majorité silencieuse. Il raconte et, parfois, Ponson du Terrail n'a qu'à bien se tenir. Il raconte avec prédilection les bas-fonds de notre siècle qui, à la différence de ceux du siècle précédent dans notre joyeuse Europe, ne sont plus l'histoire romancée d'une paysannerie jetée par le capitalisme dans les villes industrielles naissantes. La lie des barrières, d'Hugo à Zola en passant par Eugène Sue, c'est de l'Histoire ancienne. La civilisation a créé l'égalité dans le désespoir par le perfectionnement de ses aventures guerrières. Et Konsalik donne ainsi à l'Allemagne prospère, dynamique et grassouillette du chancelier Schmidt le doux et noble frisson des souvenirs des mauvais jours.

Qu'on y prenne garde : Konsalik n'est pas un pourfendeur de nazis. Il préfère parler des camps de concentration russes que d'Auschwitz. Il est le porte-parole d'un peuple innocent, pour qui la guerre est d'abord l'agonie de la VIe armée à Stalingrad, l'invation des Mongols soviétisés et ce grand maelström dans lequel le Reich coula en 1945. Un peuple de petites gens, de braves gens, qui habitaient paisiblement la Prusse et cultivaient sa terre, le dos courbé sous l'oppression urbaine des fonctionnaires de l'hitlérisme, ballottés par un désastre qu'ils n'avaient pas vu venir. Quel grand malheur, madame, la guerre...

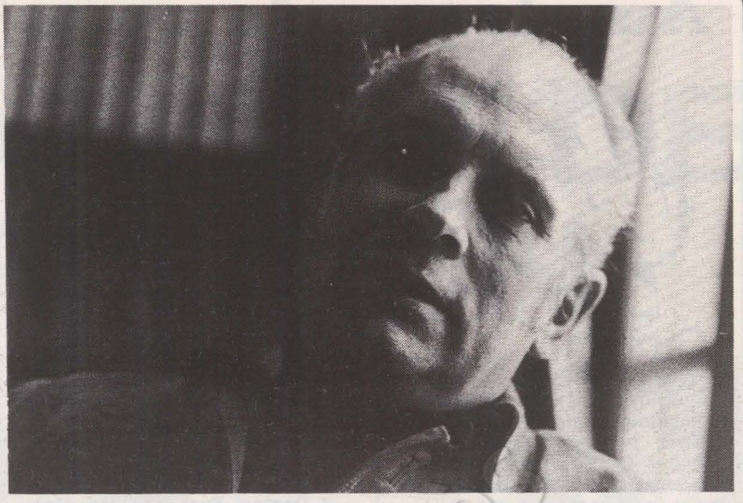
Ainsi, l'ancien feldwebel qui n'avait fait que son devoir et qui est devenu ce cadre ventripotent qu'on voit descendre, de Budapest à Paris, des cars du tourisme organisé, porteur d'un deutschemark qui a autant de pouvoir d'achat qu'un mark d'occupation, peut avoir bonne conscience. Il a été très malheureux. Et c'est vrai. Trois millions et demi de ses camarades de combat y sont restés. L'oncle Hans a grillé dans le bombardement de Dresde et la cousine Greta dans celui de Hambourg. Quant à la tante Gertrud, elle est restée vieille fille après avoir été violée par un Azer baïdjanais. Quel grand malheur, madame, la guerre...

Mettez, au milieu, des passions simples. La famille. L'amour. La faim. La peur. L'argent. L'autodéfense du petit écrasé par les gros, ceux qui ont des forteresses volantes et des chars Staline. Ajoutez-y, lorsqu'il le faut, un peu de chevaleresque de la part de l'adversaire — ne disons pas l'ennemi, c'était un malentendu. Et vous aurez les ingrédients du succès, de ces 14 millions d'exemplaires vendus dans 14 pays. Quel grand malheur, madame, la guerre... Sauf pour les éditeurs.

C'est un peu moi...

Faut-il le reprocher à Konsalik et à ses lecteurs ? Certainement pas. C'est vrai que le peuple allemand a payé très cher sa propre folie. La leçon a été rude et semble souvent avoir porté. La vigueur allemande se consacre aujourd'hui aux industries de consommation et non plus aux industries de destruction. Faut-il alors s'indigner que ce peuple s'émeuve parfois au souvenir de ses années zéro, qu'il verse une larme fugitive et un peu attendrie sur le désastre subi par chacun ? Nous nous demandions à quoi pensaient ces millions d'hommes et de femmes encore vivants qui connurent, après l'exaltation des chevauchées triomphales à travers l'Europe, la désillusion et le malheur. Une des réponses possibles nous est don-

Les vingt ans de Gilles Martinet



Gilles Martinet avait 20 ans en 1936. Il avait adhéré au Parti communiste quelque temps plus tôt parce que, en réponse à Léon Blum affirmant que les socialistes étaient prêts à exercer les responsabilités gouvernementales, « l'Humanité » avait répliqué de façon péremptoire : « Les bolcheviks ne réclament pas le pouvoir : ils le prennent ! »

A cette époque, dit Martinet à la première ligne de son nouveau livre (1), « l'avenir portait encore les couleurs du passé. » Ce fut ensuite la guerre, la Résistance, la Libération, la guerre froide. Ce n'est que lorsque celle-ci s'apaise, vers le milieu des années 1950, après la mort de Staline et la fin de la guerre de Corée, qu'un nouveau langage se fait entendre en Europe et que l'avenir commence à prendre d'autres couleurs. Depuis vingt ans, donc, tout a changé et c'est le bilan de ce changement que tente l'auteur à partir de quelques points de repère qui lui sont chers.

Le grand tournant de ces années 50, il en crédite quatre hommes qui, chacun dans leur pays, ont introduit un nouveau type de réflexion en cherchant une « troisième voie » entre le capitalisme libéral de style américain et le socialisme autoritaire de style soviétique : Bevan en Grande-Bretagne, Nenni en Italie, Renard en Belgique, Mendès France chez nous. Hommes différents mais qui avaient en commun d'être davantage des praticiens que des théoriciens et dont l'action a permis à la fois — ce qui montre qu'elle n'était pas dépourvue d'ambiguïté — « d'amorcer l'effort de renouvellement qui, au long des années, va à la fois transformer le mouvement socialiste, donner naissance à une nouvelle extrême gauche... et alimenter en idées fraîches les technocrates du capitalisme moderne. »

C'est en tout cas à cette époque que se nouent, selon Martinet, les fils qui vont conduire dix ans plus tard au « réformisme révolutionnaire » que l'on retrouve dans les textes élaborés par le P.s.u. et les clubs, dont la Convention, et par une dizaine de colloques. Peu à peu se dégagent ainsi les thèmes qui vont inspirer le programme commun de la gauche : la planification, les nationalisations, la décentralisation des pouvoirs, la municipalisation des sols, la transformation des structures agraires, la réforme de l'enseignement, l'indépendance à l'égard de l'impérialisme américain, la transformation des rapports entre les pays industrialisés et ceux du Tiers-Monde, etc.

Entre temps survient l'année 1968, dont Gilles Martinet s'efforce de retenir ce qui est resté. Cela l'amène à intervenir dans le débat sur la croissance, à citer abondamment Touraine et Marcuse, à s'engager dans une assez longue digression sur l'utopie illichienne et à revenir sur l'autogestion à propos de Lip et de la Yougoslavie de Tito, dont il a déjà traité dans un ouvrage précédent, « Les cinq communismes », et dans un film pour la télévision.

Cette rétrospective de l'avenir devait logiquement conduire l'auteur jusqu'à la campagne présidentielle de François Mitterrand à l'égard duquel il a lui-même été d'abord méfiant avant de discerner en lui, comme la grande majorité de la gauche, « des qualités qui avaient manqué à beaucoup de dirigeants socialistes mieux rompus aux analyses théoriques et aux débats de doctrine : la volonté, l'audace, l'esprit de décision, la capacité de mettre à profit une situation favorable. »

A travers tout cet itinéraire qui fut aussi le sien et qui l'a conduit au P.s., Gilles Martinet offre au lecteur un portrait de lui-même, désireux aujourd'hui comme en 1950, lors de la naissance du premier « Observateur », de contribuer à renouveler la pensée socialiste. Est-il lui-même un réformiste ou un révolutionnaire ? Il ne répond à cette question que par une autre question, pourtant lourde de sens : « Qu'est-ce, après tout, qu'un révolutionnaire, sinon un homme qui cherche à comprendre la nécessité et qui se montre capable de mettre à profit le hasard ? »

C.E.

(1) « L'avenir depuis vingt ans » (Stock).

née par Konsalik. Certes, il y en a d'autres, apportées par ceux pour qui le « Plus jamais ça » est accompagné d'une analyse lucide et cruelle de la faute commise. Mais les autres Allemands ? Ils se souviennent bien, parfois. Comme Konsalik, soldat de la Wehrmacht, grièvement blessé quelque part à l'Est. Ils pleurent sur leurs plaies cicatrisées. Ce n'est plus la révolte d'une conscience collective, comme après 1918. C'est un peu de compassion pour les cas individuels, ceux de ces pauvres petits hommes écrasés par un destin qui les dépassait, jouets de puissances qui avaient décidé de leur sort au nom de l'absurde.

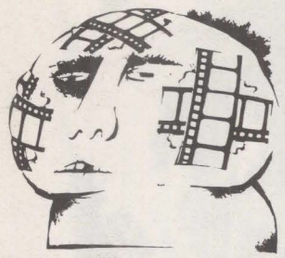
Pour ne pas évoquer l'Allemagne, mais seulement des Allemands, Konsalik atteint le cœur — ou plus exactement, la mémoire du cœur — d'un grand nombre de ses compatriotes. C'est un peu moi, ça aurait pu être moi, doit pouvoir se dire le lecteur qui dévore les passionnantes aventures d'Erna Kurowski ou de Hans Kramer. Allons ! Si les démons de l'Allemagne n'ont plus que la tendre amertume des souvenirs, tous les espoirs sont permis.

GEORGES FRAMERIES

1) On pourra lire, aux Presses de la Cité, « Ausweis pour la nuit », qui vient de paraître. Dans la collection J'ai lu, notamment, « Amour sur le Don », « Noces de sang à Prague », et « Brûlant comme le vent des steppes » (traduit pour Albin Michel en 1973). Admirons les titres.



Au risque de vous plaire



Cinéma

*** Samy Pavel : Miss O'Gynie et les hommes-fleurs.**

Deux homosexuels s'aimaient d'amour tendre... Quand d'aventure une jeune fille survint, afin de tenter de ramener l'un des deux — son ancien fiancé — au bercail. Un regard sincère, un film intimiste et une fin baroque avec maquillages et costumes délirants.

*** Fritz Lang : J'ai le droit de vivre.**

On frôle parfois le mélo. N'empêche : ne pas confondre Cayatte et Lang. La maîtrise de ce dernier fait ici ressurgir en force les grandes obsessions de l'émigré anti-nazi : les haines collectives, la bonne conscience des « braves gens »... Et qui osera dire, 37 ans après, qu'a vieilli ce sujet : le cycle fatal qui empêche un ex-prisonnier de se réadapter socialement ?

*** Morton Heilig : Once.**

Un play-boy (le Bien), blond de surcroît, un barbu à poil noir (le Mal) et une femme simplette mimment, nus sur une plage, la création du monde... Cette œuvre somnifère navigue entre naïveté et prétention.

*** Marcel Hanoun : La vérité sur l'imaginaire passion d'un inconnu.**

La Passion du Christ en haute Provence vers 1977. Une mise en cause du cinéma spectacle, une tentative pour réveiller le spectateur et l'emmener de l'autre côté du miroir pour mieux voir et mieux entendre. Avec fautes volontaires de raccords et irruption de deux Christs, l'un homme, l'autre femme... Courageux, mais peu convaincant.

*** Samuel Fuller : Un pigeon mort dans Beethoven Street.**

Une organisation internationale fait chanter de nombreuses personnalités politiques du monde entier. Un détective américain parvient à s'infiltrer dans l'organisation. Samuel Fuller démontre encore sa grande maîtrise du film policier.

*** Denise Tual : Olivier Messiaen et les oiseaux.**

Tentative d'approche des méthodes de travail d'un musicien contemporain inspiré par sa foi chrétienne et son amour de la nature. Bâclé.

Disques

CHANSONS

*** Gilles Elbaz : Le vent aux ailes (Alvarez C 489).**

Un peu de folie, beaucoup de tendresse. Des chansons de 4, 5, 6 et même 8 minutes : impossible de les coïcer entre deux messages publicitaires. Un chemin difficile qui passe par l'exigence, la liberté et la qualité.

*** Jean Vasca : Un chant (ECAP 17 502, distribution Discodis).**

Les mots se bousculent. Le lyrisme devient teinture. La musique explose. Ces richesses conjuguées constituent une escalade incantatoire d'une rare intensité.

*** André Georgian : L'oiseau du nouvel âge (L'oiseau bleu OBRA 7406 36 ; BP 182-71007 Mâcon).**

*** Guy Pothier : Coton misérophile (L'oiseau bleu FARA 7407-33 ; BP 182 - 71007 Mâcon).**

*** Pierre Sélos : Un regard (L'oiseau bleu - OBRA 7407-33 ; BP 182 - 71007 Mâcon).**

L'abrupte franchise de Georgian sur notre présent. Les cris contre l'injustice, de Guy Pothier. Le plaidoyer pour l'enfance et contre « l'éducastration », de Pierre Sélos. Autant de chants rayonnants et généreux qui nous viennent — ô événement— de province, de Mâcon précisément où il existe apparemment un producteur dont le souci — ô surprise — n'est pas la rentabilité... On commande directement les disques : pas d'intermédiaire pour se « sucrer » ; des prix de vente (34,50 F) dont l'essentiel revient aux artistes.

*** Claire : La réussite (SFP 34030).**

Une Franc-comtoise à qui on devait déjà les joies de « Chanson de combat » et de « Lip, un combat, un espoir ». Une chanteuse décidée qui a déjà refusé la Sacem et tout le système du show-business. On la situe généralement entre Colette Magny et Joan Baez. En fait, elle ne ressemble qu'à elle-même : un son de voix rauque et chaleureux, un humour tranchant, une émotion vraie comme il y en a peu chez les chanteuses françaises.

*** Annie Nobel et Philippe Richeux : Chroniques terriennes (Moshé Naïm 10 021).**

Ce 33 tours est une petite merveille et un grand événement (même si les périphériques n'en parlent pas). Par sa dimension musicale, par la maîtrise et la précision des textes. On a entendu beaucoup de couples sussurer ou bafouiller ; c'est la première fois qu'on peut en entendre un chanter. Un couple vivant qui sait parler aussi bien de Valparaiso et de la torture que des oiseaux et des enfants. Chapeau !

*** Anne et Gilles : Neruda (Chevance 74 557 ; distribution Chant du Monde).**

Ceux qui ont tué les hommes et brûlé les livres laisseront-ils pousser les fleurs ? Matilde pleure Pablo Neruda. Un peuple appelle et rebâtira la liberté. La voix du poète revient d'outre-tombe avec fermeté : « J'exige un châtiment ».

*** Anne et Gilles : « Chantefleurs » de Robert Desnos (Chevance 100 102 ; distribution Chant du Monde).**

*** Anne et Gilles : « Chantefables » de Robert Desnos (Chevance 100 101 ; distribution Chant du Monde)**

Du lilas au myosotis, du pélican au léopard, les plus beaux textes pour enfants écrits par l'auteur de « Sol de Compiègne ».

*** Steve Waring : Le blues du béton ; petit bleu petit jaune (Le Chant du Monde 45-1228).**

Quelques notes et quelques mots. En toute simplicité. Deux rêves pour enfants.

*** Lidis 74 : Journées P.s. du livre et du disque à Maisons-Alfort.**

Samedi et dimanche — outre une exposition de livres pour enfants — la section socialiste de Maisons-Alfort organise, dans ses nouveaux locaux (34, rue Pierre-Sémard) deux journées sur « La pensée socialiste ». Y participeront le Dr François Goust (samedi 17 h), Gilles Martinet (dimanche 16 h), Régis Debray (17 h) et François Mitterrand (18 h).

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F*	[ ]
normal d'un an à	*120 F*	[ ]
de soutien à	*150 F*	[ ]
de soutien à	*200 F*	[ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire [ ]
par chèque postal [ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source [ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES
Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

MAQUETTES - DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionet Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, Louis Mermaz, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Michel Lecornet
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt